

1390  
**CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL UNITAIRE**

# **Deux ans d'activité de la C. G. T. U.**

**Rapport d'activité présenté par MONMOUSSEAU  
au VI<sup>e</sup> Congrès Confédéral**



**IMPRIMERIE DE LA MAISON DES SYNDICATS**

**33, Rue de la Grange-aux-Belles, 33**

**PARIS (10<sup>e</sup>)**

**PRIX : 0 fr. 50**

**CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL UNITAIRE**

---



# **Deux ans d'activité de la C. G. T. U.**

---

**Rapport d'activité présenté par MONMOUSSEAU  
au VI<sup>e</sup> Congrès Confédéral**



**IMPRIMERIE DE LA MAISON DES SYNDICATS**

**33, Rue de la Grange-aux-Belles, 33**

**PARIS (10<sup>e</sup>)**

## INTRODUCTION

---

*Nos camarades trouveront dans cette brochure l'analyse des deux années d'activité de la C.G.T.U. écoulées entre le Congrès de septembre 1929 et celui de Magic-City en novembre 1931.*

*Ces deux années ont été marquées par des mouvements grévistes importants, en particulier chez les mineurs et les textiles, et par une large et violente offensive de la bourgeoisie, servie par les chefs réformistes et le Comité des « 22 » contre notre C.G.T.U.*

*Dans le discours de notre camarade Monmousseau, les militants puiseront les enseignements tirés des nombreuses grèves qui se sont déroulées en 1929, 1930 et 1931 et aussi de l'activité de nos organisations pendant cette même période.*

*Des réponses faites, après discussion sur le rapport d'activité, à ceux qui apportèrent des critiques saines et aussi à ceux dont la politique et les agissements tendent à la désagrégation du mouvement syndical révolutionnaire, chaque lecteur tirera parti pour améliorer l'activité quotidienne des syndicals unitaires.*

*En décidant l'édition du discours de notre camarade Monmousseau, le Congrès a voulu que l'expérience des deux années écoulées soit profitable à la C.G.T.U.*

*C'est en effet par l'examen et l'auto-critique sévères de notre politique des revendications et de notre action qu'il est possible d'apporter les corrections nécessaires dans l'activité de nos organisations.*

*Nul doute qu'après la lecture des pages qui suivent, les adhérents de notre Centrale syndicale soient mieux armés et plus aptes à guider le prolétariat dans les dures batailles qu'il doit livrer à ses exploités.*

LA C. G. T. U.

# **Deux ans d'activité de la C. G. T. U.**

---

## **Discours de Monmousseau sur le Rapport d'activité**

---

**MONMOUSSEAU.** — Les camarades de la Direction confédérale m'ont chargé de présenter, à notre sixième Congrès de la Confédération Générale du Travail Unitaire le rapport d'activité sur le travail accompli au cours de ces deux années. Tous les délégués de nos syndicats ont en mains et doivent avoir lu et discuté le rapport d'activité qui contient les éléments d'information sur l'activité de notre organisation.

Nous demanderons à tous les délégués de ne pas seulement discuter sur les points du rapport verbal que je suis chargé de vous faire, mais également, nous vous prions de vous référer à toute la documentation que vous avez entre les mains, de telle sorte que la discussion sur le rapport d'activité soit large, profonde, détaillée, qu'elle prouve que les délégués de nos syndicats savent approfondir les problèmes qui sont posés devant leurs organisations et devant les travailleurs.

Je pense qu'il est nécessaire de souligner, dès le début, la liaison étroite entre l'importance de ce Congrès, cette masse imposante de délégués présents, et les événements sous le signe desquels se place la discussion. L'affluence autour de ces tables est, j'en suis convaincu, le reflet de l'inquiétude profonde des ouvriers; de tout ce qu'ils sentent des dangers qui les menacent; des désirs qu'ils ont de réagir et de se battre; or, à toutes les questions qu'ils posent, notre tâche est de répondre avec la plus grande précision.

### **La guerre, les attaques contre les salaires, le chômage**

Trois questions dominent la préoccupation des ouvriers, et doivent dominer la préoccupation de notre congrès : la guerre, les attaques patronales contre les salaires, et le chômage. Comment briser la guerre, comment sortir de la misère, comment briser le chômage ? C'est dans une telle situation que deux congrès principaux avaient à répondre à ces questions.

Le premier, dans l'ordre chronologique; le congrès réformiste de Japy a tenté de le faire et nous verrons comment, au cours de ce rapport et au cours des débats.

Le deuxième, c'est Magic-City qui va répondre aux ouvriers et comme le désirent ces derniers.

### **Coup d'œil rétrospectif**

Il est normal, il est juste, lorsqu'on veut faire le bilan de l'activité de notre organisation, de faire un petit retour sur le passé, pour voir ce que nous avons dit, où nous en sommes, ce que nous avons fait et ce que nous voulons faire.

Il est absolument indispensable de se reporter sur quelques points importants, au moment du V<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T.U. On a parlé, à ce V<sup>e</sup> Congrès en 1929, des menaces de guerre qui pesaient sur les ouvriers, qui s'annonçaient déjà contre les masses travailleuses, mais, quelle était, à cette période, l'opinion de nos adversaires sur cette grave question de la guerre ? Quelle était l'opinion des dirigeants réformistes ?

Je veux, en deux mots, la rappeler.

Au Congrès de Japy, en 1929, les dirigeants réformistes ont déclaré : *La guerre ? la masse y consent ! la masse l'approuve.* Jouhaux, dans son discours, au Congrès de 1929, nous disait, textuellement, ceci :

*La guerre est consentie par les masses, qui laissent faire les gouvernements bourgeois.*

Et il a ajouté :

*Des dangers de guerre sont encore à l'horizon, mais je crois à la paix.*

Quand un dirigeant d'une organisation reconnaît que *des dangers de guerre sont encore à l'horizon*, qu'est-ce que cela peut vouloir dire ?

Cela signifie qu'il y a eu des dangers de guerre menaçants, que, déjà, on les a écartés, mais pas encore assez pour que tout péril soit désormais conjuré.

Cela montre qu'en 1929, les dirigeants de la C. G. T. avaient aux masses l'illusion que, par leur activité au sein de la Société des Nations, les menaces de guerre s'éloignaient et qu'ils pourraient continuer, dans la Société des Nations, le travail commencé pour faire disparaître définitivement les dangers qui apparaissaient encore à l'horizon.

Quand le Secrétaire de la C.G.T., Léon Jouhaux, déclara : *Je crois à la paix*, cela revient à dire aux ouvriers :

— *Croyez à la Société des Nations. Croyez à notre activité, à l'efficacité de nos méthodes, dans les organisations internationales de la bourgeoisie. Croyez aussi au désir, à la volonté des gouvernements bourgeois, d'écartier, d'empêcher la guerre.*

En effet, dans ce même discours, Jouhaux proclamait :

*Nous aurons la paix. Par les Etats-Unis d'Europe, nous allons vers les Etats-Unis du monde, grâce à la Société des Nations.*

### L'opinion des chefs minoritaires sur la guerre

Entre nous, quelle était l'opinion des chefs minoritaires, au V<sup>e</sup> Congrès, en 1929, au sujet de la guerre ? J'ai là des extraits du compte rendu sténographique du Congrès de la C.G.T.U., et j'y trouve ces déclarations de notre camarade Chambelland :

*Nous, à la minorité numéro 1, nous ne croyons pas, je vous le dis franchement, à l'imminence des dangers de guerre. Nous pensons que nous sommes dans une période qui va se continuer pendant vingt ou trente ans.* (Compte rendu du Congrès, page 275.)

Que disait la C.G.T.U. en face de ces opinions qui se ressemblent étrangement ? La C.G.T.U., dans ce même congrès a dit : *Nous allons vers une aggravation des antagonismes qui mettent aux prises les capitalistes rivaux sur le marché mondial, source de guerres impérialistes.*

De plus, nous disions que l'essor de l'Union Soviétique, pays de la dictature du prolétariat, d'une part; la décomposition du monde capitaliste, d'autre part, accentuaient la contradiction fondamentale entre les systèmes et mettaient au premier plan l'attaque armée des impérialistes contre l'Union Soviétique.

Voilà quelle fut, au V<sup>e</sup> Congrès, la position que nous avons prise. Vous voyez ce qu'était celle des dirigeants réformistes : l'illusion sur la paix. Vous retenez celle des dirigeants minoritaires : illusion également sur la paix, vingt à trente ans de pacifisme et de tranquillité sociale.

Nous sommes, à la C.G.T.U., restés fermement attachés à la thèse que nous avons soutenue : la menace précise de la guerre impérialiste et anti-soviétique.

### **Le conflit en Mandchourie**

Je ne veux pas vous faire, ici, un long tableau de ce qui s'est passé depuis notre V<sup>e</sup> Congrès, en ce qui concerne le chapitre de la guerre, pour confronter la position des uns et des autres sur cette grave question. Mais je ne retiendrai qu'un fait, éloquent : la guerre en Mandchourie.

Chambelland, Boville, la guerre en Mandchourie, ce n'est pas une prévision, mais un fait acquis, et il tient la première place dans toute la presse, dans le monde entier. Quel est, en effet, le ton donné par la presse bourgeoise, ces jours derniers ? On pouvait lire, récemment, au sujet de la guerre en Mandchourie, des sous-titres de ce genre :

*Le Japon continue ses attaques. Les armées marchent, ville par ville, vers l'occupation totale de la Mandchourie.*

En quelques mots, je veux montrer le caractère, les causes profondes des événements de Mandchourie qui apportent, au cours de notre VI<sup>e</sup> Congrès, une si éclatante confirmation des prévisions que nous avons formulées voilà deux ans.

Pour quelle raison l'impérialisme japonais a-t-il envahi la Chine en Mandchourie, et pourquoi poursuit-il par le fer, par les gaz asphyxiants, par le feu, son invasion, en faisant couler des torrents de sang ?

La Mandchourie est un réservoir immense de richesses; on y trouve en quantités considérables la houille, l'or, la soude et aussi des terrains d'une extrême fertilité. Or, le Japon est privé de ces matières premières et il cherche, en Mandchourie, le moyen de se les procurer largement.

Mais les intérêts de l'impérialisme japonais, en Mandchourie, heurtent profondément les intérêts des impérialismes américain, français et anglais. L'impérialisme américain est l'un des plus attentifs aux événements de Mandchourie.

Mais le fait dominant c'est que malgré ces rivalités, malgré ces contradictions d'intérêts pour lesquelles se heurtent là-bas les différents Etats capitalistes, la préoccupation de mener le combat contre l'Union des Républiques Soviétiques est la préoccupation dominante et l'impérialisme français est au premier rang, dans cette attaque.

N'oublions pas, en effet, que le Président du Conseil de la Société des Nations, le chargé d'affaires de l'impérialisme français, Briand, a pris l'initiative d'orienter les débats de la Société des Nations dans le sens de la latitude laissée au Japon de poursuivre ses attaques en Mandchourie, tout en masquant son consentement par des formules sans aucune portée.

### **La lutte des impérialistes contre l'U. R. S. S.**

N'oublions pas que la France n'a pas cessé de jouer, depuis la Révolution d'octobre, le rôle dirigeant dans les luttes contre-révolutionnaires pour la destruction de l'U.R.S.S.

Rappelons-nous, à cette occasion, que c'est l'impérialisme français

qui, en 1917 et 1918, armait toutes les bandes des Koltchak, des Denikine et des Wrangel. C'est l'impérialisme français qui a organisé le blocus économique, c'est lui que l'on trouve à la tête du complot industriel ourdi contre l'U.R.S.S.

A l'heure actuelle, toute la presse bourgeoise envisage les événements de Mandchourie avec les plus grandes espérances, et elle pousse à leur aggravation de toutes ses forces. Je ne veux vous citer, ici, qu'un seul article, de Camille Aymard, publié par la *Liberté* du 7 novembre dernier, dans lequel on peut lire ceci :

*C'est par la Sibérie que la puissance soviétique est vulnérable et, si l'Europe comprend son devoir, envers la civilisation, les steppes infinies de Sibérie pourraient devenir, un jour prochain, le champ de bataille où viendra mourir le bolchevisme.*

*Le Populaire* commente chaque jour, à sa manière, les événements de Mandchourie. Il interprète d'une façon toute particulière les nouvelles qui parviennent d'Extrême-Orient et montre le sens politique profond qu'il a de son rôle de soutien de l'impérialisme français, par la diffusion des idées bourgeoises et anti-soviétiques dans les rangs ouvriers.

*Le Populaire*, que certains de nos camarades voulaient autoriser à se faire représenter, à cette table de la presse, comme un organe de la presse ouvrière, *Le Populaire* inscrit, chaque jour, au compte de l'Union des Républiques Soviétiques, les hostilités de Mandchourie et cherche à lui en attribuer la responsabilité.

On essaie ainsi de créer, dans la classe ouvrière, un esprit de bataille contre l'U. R. S. S., une véritable psychose qui permettrait de rassembler les masses ouvrières contre l'U. R. S. S., sur le front de l'impérialisme !

Voilà en ce qui concerne la guerre. Quelle conclusion politique doit-on tirer de cet examen, très bref, vous le voyez, de la période qui s'est écoulée depuis 1929 jusqu'à ce Congrès ?

On peut dire que l'appréciation des dirigeants réformistes a reçu le démenti le plus catégorique qui se puisse imaginer; leurs prévisions, sur ce point, ne pouvaient pas se réaliser, nous l'avions affirmé de la manière la plus formelle.

## Les 40 ans de paix

Mais ce n'est pas la seule faillite que nous ayons à enregistrer. Il y en a une autre, non moins complète, c'est celle des prédictions faites par les chefs minoritaires, Chambelland et Boville. Où sont-ils, vos trente ou quarante ans de paix ?

Camarade Chambelland, il faudra venir, à cette tribune, nous dire ce que sont devenues vos certitudes, sur ce point spécial de la menace de guerre, depuis deux années. Il faudra aussi nous faire savoir ce que vous voulez faire ?

La C.G.T.U. avait donc raison, lors du Congrès de 1929, d'orienter les masses ouvrières vers une action contre la guerre en marche. Elle avait raison d'attirer l'attention des syndicats et de tous les travailleurs sur les dangers énormes qui, dès cette époque, les menaçaient, et sur la nécessité de la défense de l'U.R.S.S.

Camarades, la deuxième question que je désire traiter, c'est celle qui concerne la crise économique.

Quelle était donc, à ce sujet, l'opinion des dirigeants réformistes, au moment où nous abordions, notre Congrès de 1929, sur la crise économique dont nous dénoncions alors le caractère ?

Dès ce moment, il était impossible, du point de vue mondial, de mas-

quer la crise économique. La crise sévissait déjà dans les principaux pays capitalistes : on la constatait en Amérique, en Allemagne, en Angleterre, où elle se manifestait par l'arrêt de la production et le développement du chômage.

Mais la France n'était pas encore, alors, entrée dans le cycle de la crise. Toute la presse bourgeoise, Tardieu en tête, essayait de représenter la France comme échappant à la crise générale, la France pays d'exception, où se développait une intense prospérité !

Ce n'était pas seulement Tardieu qui disait cela, mais aussi Jouhaux, le dirigeant réformiste. A Nancy, en avril 1930, le chef de la C.G.T. prononçait un discours dans lequel il convient de souligner ce passage :

*La France passera à côté de la crise; ou bien, si elle est atteinte, elle résoudra avec une grande facilité et avec une grande rapidité ses difficultés.*

La France est un pays d'exception ! C'est ce que dit, une fois de plus, le leader réformiste.

Mais, camarades, que pensaient donc, sur la crise économique, les dirigeants minoritaires, au moment de notre Congrès de 1929 ? Parlant du capitalisme, Chambelland déclarait — texte officiel sténographique de notre Congrès — simplement ceci :

*Le capitalisme aurait pu trébucher dans la crise qui a suivi cette guerre. Mais nous le voyons non seulement stabilisé, nous le voyons qui se consolide tous les jours. Nous croyons que s'ouvre, devant nous, une période de tranquillité suffisamment longue pour que le mouvement ouvrier puisse adopter une attitude différente de celle qui fut préconisée par la C.G.T.U.*

*Pour que vous ayez raison, il faudrait prouver que le capitalisme n'est pas en train de se rétablir définitivement de cette crise, et que le maximum de cette stabilisation ne sera pas réalisé par la création de la Banque Internationale des Réparations.* (Rires.)

Ce sont de bons prophètes, nos chefs minoritaires ! Vraiment, ce sont de belles lumières, des intelligences claires ! Il nous aurait fallu prouver, en 1929, que le capitalisme mondial ne pourrait pas résoudre ces difficultés dont nous parlions, par la Banque Internationale des Réparations ? Elle est dans un bel état, la Banque Internationale des Réparations !

UN CONGRESSISTE. — Il y a eu d'autres plans, depuis.

MONMOUSSEAU. — Ce capitalisme qui se stabilise tous les jours, qui se consolide même, disait Chambelland — et il faudra bien venir à cette tribune démontrer comment il se consolide, ou bien reconnaître, Chambelland, que vous vous êtes trompé — où en est-il ?

Il faudra, si vous reconnaissez votre erreur, en tirer la conclusion, parce que toute votre politique, celle que vous avez menée depuis deux ans, Chambelland, était dans la ligne de vos prophéties de 1929, c'est-à-dire contre la ligne et contre les méthodes d'action préconisées par la C.G.T.U. Elle était rigoureusement dans la ligne tracée par les dirigeants réformistes !

## La position de la direction de l'Enseignement

Naturellement, nous ne pouvons pas passer sous silence l'opinion de nos camarades de la Direction fédérale de l'Enseignement. Personne n'ignore que les militants de la Direction fédérale de l'Enseignement se trouvent, sur certains problèmes traités dans nos congrès, en divergence de vues avec nous. Cela est incontestable.

Néanmoins, jusqu'ici, ils ont gardé le silence en ce qui concerne les



menaces de guerre signalées par nous. Laissez-moi dire à nos camarades de la Direction de l'Enseignement, que le silence, c'est aussi une opinion.

Quand on se tait, sur la guerre proche, quand on ne dit rien sur les dangers qui menacent l'U.R.S.S., cela prouve que l'on est en divergence, sur ce problème, avec les prévisions établies par notre V<sup>e</sup> Congrès de l'I.S.R., ou bien alors que, là-dessus, on attend les événements à venir pour prendre position.

Sur la crise économique, nous n'avons pas non plus, de la part de nos camarades de la Direction fédérale de l'Enseignement, de grandes précisions en ce qui concerne leur appréciation de la crise économique.

### Le Trotskysme

Mais nous ne pouvons cependant pas oublier que nos camarades de la Direction fédérale de l'Enseignement se sont laissé prendre — on peut dire en croupe — par Trotsky. Nous ne pouvons oublier que leur plate-forme de lutte, que leur opinion, que leur appréciation ont reçu, avec leur approbation, une large publicité de la part des trotskistes, dans leur organe : *La Vérité*.

Ce que l'on peut dire — et il faudra, s'ils ont ici des représentants, qu'ils viennent nous démentir en cas d'erreur — c'est que Trotsky exprime, ou a exprimé, politiquement, la tendance des dirigeants de la Direction fédérale de l'Enseignement.

Or, qu'elle était l'opinion de Trotsky sur la crise économique ? Il disait, voilà un an :

*La crise arrive d'une façon inattendue, brutalement.*

Comment ! La crise surgit, d'une façon inattendue, en 1930 ? Mais notre V<sup>e</sup> Congrès, pour ne parler que de lui, en 1929, n'avait-il pas donné à la classe ouvrière, à nos syndicats, à tous nos militants, des indications suffisantes pour avoir déjà une appréciation juste du développement de la crise dans les Etats capitalistes ? Nous avions alors montré la menace de son prolongement, de son extension en France.

Et c'est seulement en 1930, au moment des premiers symptômes en France de la crise, que les trotskystes proclament : « La crise vient d'une façon inattendue ! » C'est peut-être inattendu pour les trotskystes, mais pas pour ceux qui savent analyser les événements.

C'est inattendu seulement pour ceux qui ne voulaient pas, pour des raisons politiques, voir le développement de la crise et qui cherchaient à entraîner leurs camarades aux plus dangereuses illusions.

La conclusion politique des trotskystes pouvait se résumer ainsi :

La crise qui s'abat, d'une façon si inattendue, sur les masses ouvrières, exige de nos organisations toutes les mesures nécessaires pour prendre en main le développement rapide de l'essor révolutionnaire.

Voilà que nous sommes traités, maintenant, par les trotskystes, de gens timides, de gens timorés qui ne sont pas capables de prendre la direction de l'essor du mouvement révolutionnaire des masses, alors qu'un an plus tôt, les trotskystes disaient : « Nous sommes dans la période du capitalisme organisé ! »

### La crise économique

La C.G.T.U. au V<sup>e</sup> Congrès, a déclaré, en ce qui concerne la crise économique, que le système capitaliste était frappé d'une crise générale, ouverte par la crise mondiale sur le fond de laquelle se développe une crise économique sans précédent, atteignant tous les pays capitalistes, sans exception.

La C.G.T.U. a démontré que l'entrée de la France, dans le cycle de la crise économique, était inéluctable, et cela un an avant que l'événement ne se produisit. Dès 1929, notre V<sup>e</sup> Congrès a indiqué aux masses ouvrières le développement de la crise économique, qui allait atteindre la France, et il a donné à ces travailleurs l'orientation indispensable pour se préparer à faire face à cette crise, c'est-à-dire pour résister aux conséquences qui en résulteraient pour les ouvriers.

Qui donc avait raison ? Là encore, il y a des faits incontestables. Je ne veux pas, ici, retracer tous les événements qui se sont produits. Vous avez, dans les rapports, des éléments d'information suffisants.

Nous pouvons, au point de vue mondial, enregistrer la débâcle financière de l'Allemagne, l'écrasement de dizaines de banques; la fermeture de centaines et de centaines d'entreprises; puis, la répercussion de ces faillites dans tous les pays par l'investissement des capitaux étrangers de toutes les nations dans les banques allemandes; la panique jusqu'en Angleterre, la panique s'étendant jusqu'à l'Amérique, la panique gagnant Paris; la baisse de la livre anglaise; l'inquiétude de la bourgeoisie, latente chez les hommes d'Etat et les gouvernements; les voyages de Paris à Berlin, de Paris en Amérique, de Londres à Paris, les conférences interminables des grands hommes d'Etat et des grands banquiers, pour essayer de résoudre une situation qu'ils ne sont pas encore parvenus à éclaircir et à résoudre.

Ceci pour l'ensemble des pays capitalistes.

### **La situation en France**

En France, quelle est la situation, à l'heure présente?

En premier lieu, on constate pour une année une baisse de la production, de 18 points, pour la plupart des industries.

Puis l'on observe un déficit, dans la balance commerciale, qui atteint, en 1931, dix milliards. Dans les chemins de fer, c'est 240 millions par mois qui manquent au budget normal.

Enfin, nous voyons s'accroître d'une façon considérable le nombre de chômeurs, dans ces derniers mois : plus d'un million de chômeurs complets, près de quatre millions de chômeurs partiels.

Voilà, un tableau très bref mais combien impressionnant, de la situation dans notre pays. Qui donc, encore une fois, avait raison, des dirigeants réformistes, des chefs minoritaires ou de la C.G.T.U.?

Sur la deuxième question, relative à la crise économique, nous constatons aussi la faillite des chefs réformistes, et celle des dirigeants minoritaires, tandis que nous pouvons nous flatter de voir confirmées les prophéties du V<sup>e</sup> Congrès de notre organisation unitaire.

## **La répercussion de la crise sur les masses ouvrières**

Troisième question : quelle est la répercussion de la crise sur les masses ouvrières ?

Là encore, à notre V<sup>e</sup> Congrès, nous avons discuté sur les conséquences à peu près inévitables, de la crise capitaliste en France.

Quelle était, à cette époque, l'opinion réformiste sur la répercussion de la crise ? Je rappelle ici, intentionnellement, qu'en 1927, les dirigeants de la C. G. T. réformiste, au moment où nous sortions de la

première crise de chômage, provoquée par la stabilisation monétaire, lançant comme mot d'ordre, dans les masses, cette formule :

Minimum de travail par la rationalisation capitaliste, maximum de production, maximum de bien-être pour les ouvriers.

Je ne développe pas. En 1929, les dirigeants réformistes déclarent, quand nous avons déjà près de deux années de rationalisation capitaliste, quand la crise, déjà, avait jeté son désarroi dans les grands établissements, quand elle commençait à atteindre le système économique de la bourgeoisie française :

Il n'y a pas beaucoup de changement dans la situation des masses.

Je vous crois! Il n'y a pas beaucoup de changement, ou du moins, s'il y avait changement, c'était à rebours! Pourtant, les dirigeants réformistes disaient :

*C'est par le Conseil national économique, par la pression que nous exercerons sur les mouvements, que nous pourrons arriver à réaliser nos buts, c'est-à-dire à ce que la rationalisation, le développement de la production laisse aux masses ouvrières les revendications qu'elles réclament.*

Ils préconisent la collaboration des ouvriers à la production, en vue de réaliser les buts de la bourgeoisie dans ce domaine. La classe ouvrière disent-ils, doit participer et suivre notre exemple, nous qui sommes au Conseil National économique et qui participons.

### L'opinion de Jouhaux et des chefs minoritaires sur la combativité des masses

Mais, Léon Jouhaux, dans le même discours en 1929, déclarait que nous étions en face d'une indifférence profonde des masses :

*Les masses sont indifférentes, les masses ne s'intéressent pas, disait-il. Voyez-vous, il faut bien le dire, les organisations patronales se renforcent et les ouvriers ne viennent pas dans nos syndicats. Cette masse-là est incapable de suivre la voie que nous lui avons tracée.*

C'est juste! Les masses ouvrières, sont bien incapables de suivre les voies tracées par les dirigeants réformistes. Elles sont bien incapables de collaborer avec la bourgeoisie, avec les groupements patronaux sur le plan de la rationalisation capitaliste.

Les ouvriers sont trop conscients de leur situation, ils ont un sens politique trop élevé pour, à l'appel de Léon Jouhaux, apporter leur concours à la rationalisation capitaliste quand celle-ci enfle, dans des proportions formidables, les coffres-forts d'une poignée de dirigeants, tandis qu'elle accentue la misère de centaines de milliers ou des millions d'ouvriers, par le système même de l'économie capitaliste. (*Applaudissements.*)

Quelle était encore, sur ce point, l'opinion des dirigeants minoritaires? Je rappelle ici les déclarations de Chambelland, dans le discours prononcé au V<sup>e</sup> Congrès :

*La minorité numéro 1 ne croit pas à la radicalisation des masses, mais, si, comme nous le pensons, nous sommes appelés à vivre une période de paix pendant trente ou quarante ans, il faut que le mouvement syndical en profite pour se consolider.*

Nous voyons maintenant, comment l'on nous apporte le moyen de consolider le mouvement syndical; nous en reparlerons quand nous discuterons de l'unité syndicale. Nous verrons aussi comment Chambelland et Boville s'efforcent de consolider le mouvement révolution-

naire en portant tous leurs coups contre la C.G.T.U. et les syndicats qu'ils ont sous leur contrôle. (*Vifs applaudissements.*)

Nous verrons que lorsque Chambelland déclare qu'on doit consacrer ses forces à la consolidation du mouvement ouvrier, cela veut dire, par l'examen de toutes leurs pratiques, de toutes leurs méthodes depuis le V<sup>e</sup> Congrès, qu'il s'agit de consolider les forces de la bourgeoisie. Ce sur les idées exprimées par les dirigeants réformistes dans leur congrès successifs, dans leur programme, dans leur ligne d'action, et d'orientation.

Dans le domaine de l'unité syndicale, consolider le mouvement ouvrier, cela consiste, pour les chefs réformistes, à enlever des forces à la C.G.T.U., consolider l'organisation de la C.G.T. et tendre la main à la bourgeoisie !

### **La radicalisation**

Quelle était l'opinion de nos camarades de la direction fédérale de l'Enseignement, sur la question de la répercussion de la crise capitaliste dans les masses ? Là, nos camarades de la direction fédérale de l'Enseignement étaient plus précis. Ils ont en propres termes déclaré ceci sur la radicalisation des masses ;

*Qu'entend-on par « radicalisation » ?*

*S'agit-il de montrer que les masses valent mieux que leurs chefs réformistes ? Nous sommes d'accord ; c'est juste.*

*S'agit-il d'affirmer qu'ici ou là, des ouvriers, jusqu'ici inertes, ont secoué leur torpeur ? Nous sommes d'accord sur ce point.*

*Mais des affirmations de ce genre ont toujours pu être soutenues. En ce sens, le mot « radicalisation » est nouveau, mais la chose est aussi vieille que la lutte ouvrière.*

Nos camarades de la Direction Fédérale de l'Enseignement se trompent. Ce n'est pas seulement un mot nouveau que la « radicalisation des masses » ; c'est un phénomène nouveau. La radicalisation des masses se situe sur le plan de l'oppression de la classe bourgeoise, de plus en plus forte contre le niveau de vie des ouvriers ; sur le plan du déploiement de tous les moyens de l'Etat bourgeois et du patronat contre le mouvement des ouvriers ; sur le plan des efforts concentrés de la social-démocratie et du réformisme pour enrayer les mouvements des travailleurs, pour essayer de remonter sur la plate-forme de la collaboration des classes.

### **Sur le plan du caractère nouveau des luttes**

La radicalisation des masses se situe sur le plan du caractère nouveau des luttes, des difficultés résultant de la concentration énorme des forces bourgeoises et de leurs alliés, et de l'existence, dans tous les pays comme en France, d'une seule organisation syndicale de classe, la C.G.T.U., seule pour prendre en main le mouvement des ouvriers, seule pour lutter contre le mouvement grandissant des forces bourgeoises, seule pour lutter pour la défense des intérêts ouvriers.

Voilà comment on doit poser le problème de la radicalisation des masses. Il ne faut pas dire que s'il s'agit d'un mot nouveau et que la chose est vieille comme le monde.

Ils disent encore :

« Mais d'autres estiment que la radicalisation, elle est ou sera la résultante de l'aggravation de l'exploitation patronale. »

Ce raisonnement, qui paraît logique, à première vue, ne résiste pas

à l'expérience des faits. L'exemple de l'Amérique est là pour montrer qu'une plus grande exploitation n'entraîne pas forcément la radicalisation. Nous ne pouvons donc pas être d'accord sur cette façon d'exposer les événements et de les interpréter.

Comment nos camarades de la Direction Fédérale de l'Enseignement, dont on peut dire qu'ils sont non seulement intelligents, mais documentés, et capables d'apprécier justement les événements, de comprendre le développement des différentes situations; comment peuvent-ils dire que dans l'exploitation patronale à outrance ne se trouvent pas les éléments de la radicalisation des masses ?

Je ne veux me livrer à aucune polémique avec nos camarades de la Direction Fédérale de l'Enseignement; mais il ne faut tout de même pas oublier que cette thèse a été soutenue — et elle l'est encore — par les militants et la direction de la C. G. T. en disant que jamais la révolution ne sortira de la misère des ouvriers, que la révolution sera le fait de l'éducation des masses et de l'ascension des masses à un niveau supérieur de vie.

Or, c'est quand le capitalisme peut donner aux masses ouvrières des conditions supérieures d'existence qu'il se consolide et maintient ses positions en face de la classe ouvrière.

Au contraire, quand il ne peut plus assurer aux masses une telle situation, lorsqu'il est obligé, comme aujourd'hui, d'aggraver son exploitation, lorsqu'il est obligé, par la nécessité de sa situation inextricable, de diminuer les salaires des ouvriers, de faire déferler, vague après vague, ses attaques contre les travailleurs, de jeter hors des entreprises, mois par mois, de nouvelles dizaines de milliers de chômeurs, le capitalisme favorise les conditions de l'essor révolutionnaire des masses.

## **Pourquoi un Congrès d'une telle ampleur**

Si notre Congrès d'aujourd'hui a une telle ampleur, c'est justement parce que la situation actuelle a développé les attaques patronales contre les ouvriers, provoquant un tel état d'esprit que tous les travailleurs sont intéressés à notre VI<sup>e</sup> Congrès. C'est pour cela que nos militants ont pu apporter ici l'expression du mécontentement des ouvriers de telle sorte que notre réunion se place sous le signe d'une mobilisation des travailleurs marquant l'accentuation de la radicalisation des masses et leur éloignement des dirigeants réformistes.

Quelle était donc la position de la C.G.T.U., au V<sup>e</sup> Congrès, sur cette question? Voici ce que nous disions :

1° Le développement même de la crise économique, que le capitalisme s'efforce de résoudre sur le dos des masses, dans la métropole comme dans les colonies, entraîne une aggravation progressive de la lutte des classes ;

2° Cette situation crée les bases d'un nouvel essor révolutionnaire, dont les premières manifestations apparaissent déjà très nettement, en particulier dans les colonies, où les peuples aspirent à leur libération nationale, contre l'impérialisme pillard et sanguinaire.

C'est en 1929 que nous disions cela. Mais, depuis, est-ce que la radicalisation des masses se manifeste seulement dans les colonies? On la constate davantage qu'en 1929, dans les colonies, et c'est un fait incontestable que celles-ci sont traversées par des convulsions ininterrompues, d'un caractère révolutionnaire.

Malgré la mobilisation de toutes les forces de la bourgeoisie, malgré les mesures de répression d'une violence inouïe qui ont été prises, malgré le sang répandu à flots, on n'est pas parvenu, ni dans les Indes, ni en Indochine, à arrêter l'essor de la révolution.

### **Les changements dans la situation des ouvriers**

Depuis notre V<sup>e</sup> Congrès, est-ce que nous avons, oui ou non, des changements dans les mouvements de masses depuis ces deux années ? Mais oui, en raison même des changements survenus dans la situation des ouvriers.

Il y a une diminution de fait des salaires des mineurs, de 10 à 15 % ; des travailleurs du textile, de 15 à 20 % ; des travailleurs des métaux, de 7 à 10 %. Ce sont là des diminutions récentes, qui succèdent à toutes les diminutions opérées depuis plus d'une année par les moyens les plus divers, et dont les délégués viendront nous donner, ici, l'indication, car je ne veux pas développer sur ce point.

Nous avons en France — je l'ai dit au début de mon exposé — à l'heure où nous tenons notre VI<sup>e</sup> Congrès, un million de chômeurs, et dans quelles conditions ! On en compte à peine 5 % qui sont inscrits pour le secours de chômage, le reste ne bénéficiant d'aucune ressource !

Nous avons, de plus, quatre millions de chômeurs partiels, des ouvriers qui travaillent seulement quatre ou cinq jours par semaine, ou dont la journée est réduite à quelques heures.

Voilà les nouveaux éléments de la situation en France.

### **Le développement de la rationalisation**

Le développement de la rationalisation dans les entreprises s'effectuant dans la période où l'on s'efforce de diminuer les salaires, où le chômage sévit intensément, jetant à la rue des centaines de milliers d'ouvriers, a-t-il diminué l'effort de chaque ouvrier ?

Non, je ne vous citerai, pour vous donner des chiffres, qu'une entreprise : Peugeot. Dans le travail des châssis automobiles, en novembre 1930, on sortait un châssis en 619 heures. En décembre, il ne faut plus que 571 heures ; en janvier 1931, 565 heures seulement ; en février, 539 heures ; en mars, 517 heures.

Ainsi, au fur et à mesure que s'étend le chômage, total et partiel, que l'on diminue les salaires, chaque ouvrier doit produire davantage.

Les chiffres que je viens de vous indiquer peuvent être retrouvés dans toutes les entreprises, dans toutes les industries ; ils montrent comment le régime capitaliste crée, dans la classe ouvrière, les conditions d'un légitime mécontentement, favorisant la lutte des ouvriers et l'essor révolutionnaire des masses de travailleurs.

### **Les grèves**

J'en viens maintenant aux grèves.

En 1929, il y a eu 1.120 grèves, réunissant 431.483 grévistes. En 1930, période de crise en France, on comptait 1.709 grèves, avec 858.900 grévistes. En 1931, 267 grèves seulement sont enregistrées, avec 254.929 grévistes.

Nous avons donc, de 1929 à 1930, une progression considérable des mouvements grévistes, tandis que nous avons constaté, en 1931, une diminution de ces grèves. Est-ce que c'est là l'indice d'une diminution du mouvement de radicalisation des masses ? Non.

Peut-on parler ainsi quand, dans ce total de grévistes, on comprend les 125.000 grévistes du Nord qui ont lutté pendant dix semaines ? Comment pourrait-on parler d'une diminution du mouvement de radicalisation des masses, quand nous avons la grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais et qu'entre ces deux importants mouvements, nous avons eu de multiples manifestations grévistes ?

Non. Cette situation montre simplement qu'il s'est produit un changement dans le caractère des grèves. Cela veut dire que devant les nouvelles difficultés de la lutte, créées par le patronat, devant la multiplication des forces de la bourgeoisie, en face de l'ampleur des attaques contre les salaires des ouvriers, ceux-ci recherchent de meilleures conditions de combat.

Ils nous demandent de leur apporter un plan d'attaque, en accord avec notre conception de la lutte des classes. La grève du textile est la meilleure des démonstrations à ce point de vue.

Cela correspond également à une montée de l'esprit de lutte des masses : N'oublions pas que la grève dans les textiles du Nord a été illustrée par les barricades de Roubaix et de Vervicq. N'oublions pas les grèves des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, où se déroulèrent des combats de rues acharnés entre les masses et les forces policières.

### **Une poussée de l'esprit de bataille**

En réalité, il se produit, dans la classe ouvrière, une poussée de l'esprit de bataille, une nouvelle conception de la lutte, dictée par les nécessités nouvelles, et il nous appartient de répondre, nous, aux questions ainsi posées par les masses ouvrières.

La conclusion générale que je vais apporter, sur cette première partie de mon rapport, c'est la suivante :

Sur les trois points que j'ai examinés : danger de guerre, crise économique et répercussion de la crise sur le mouvement des masses ouvrières, le mot d'ordre des dirigeants réformistes fut : « La paix, la prospérité ». Le mot d'ordre des dirigeants minoritaires fut : « 40 ans de tranquillité, 40 ans de paix sociale ». C'est exactement la même chose que chez les réformistes.

L'opinion de nos camarades de la Direction Fédérale de l'Enseignement, c'est que « nous exagérons ».

Camarades, la C.G.T.U. avait raison et nous n'avons nullement exagéré. Les faits eux-mêmes ont apporté la vérification et la confirmation de ce que nous avons affirmé au V<sup>e</sup> Congrès.

Comment notre C.G.T.U., au V<sup>e</sup> Congrès de 1929, sur ces trois questions essentielles : guerre, crise économique, développement de la radicalisation des masses, comment, en face des prévisions réformistes ou des dirigeants minoritaires, ou même des dirigeants centristes de la Fédération de l'Enseignement, la C.G.T.U. a-t-elle raison ?

Parce que nous avons des éléments qui nous permettent d'avoir une appréciation juste sur le développement des événements, en rapport avec l'existence même du régime capitaliste. Nous n'avons rien inventé.

### **Nos éléments d'information**

Nous avons pris nos éléments d'information chez des hommes qui, durant toute leur vie, ont creusé les problèmes du développement capitaliste et des conditions inévitables de la lutte révolutionnaire, du remplacement de l'économie capitaliste par une nouvelle société socialiste.

Frédéric Engels, en 1891, écrivait, en parlant du progrès technique et industriel, en régime capitaliste, des nouvelles inventions, du nouvel outillage, des nouvelles conditions de travail, ceci :

*Mais ces découvertes et inventions qui s'évincent réciproquement, avec une rapidité de plus en plus grande, ce rendement du travail humain qui s'accroît chaque jour dans des proportions inouïes, finissent par créer un conflit dans lequel l'économie capitaliste actuelle ne peut que sombrer.*

*D'un côté, dit-il, des richesses et un excédent de produits que les preneurs ne peuvent absorber; de l'autre, la grande masse de la société prolétarisée, transformée en salariés, mise, par ce fait même, dans l'incapacité de s'approprier cet excédent de produits. La situation de la société est une petite classe, inimmensément riche et une grande classe de salariés, non possédants.*

Déjà, en 1891, Frédéric Engels donnait des prévisions sur les événements que nous sommes, à l'heure actuelle, appelés à vérifier. Et il disait :

*Cet état de choses devient chaque jour plus absurde et plus inutile. Il faut qu'il cède la place — et il peut céder la place — à un nouvel ordre social dans lequel auront disparu les différences actuelles entre les classes.*

Il ne se contenta pas de dire cela. Il dit quel rôle la classe ouvrière devra jouer pour établir un nouvel ordre de choses en face du vieil ordre de choses du système capitaliste. Il écrivait :

*Et la preuve que les ouvriers sont de plus en plus résolus à conquérir par la lutte ce nouvel ordre social nous est fournie, de ce côté de l'Océan, par la journée du 1<sup>er</sup> mai, de demain, et celle de dimanche prochain, 3 mai 1891.*

Ainsi, les militants révolutionnaires, les marxistes, à cette époque déjà lointaine, nous indiquaient les conditions de la révolution des masses ouvrières, et la route par laquelle ces masses feraient cette révolution, pour transformer l'ordre social, détruire l'Etat capitaliste et instituer la société socialiste.

## La conception minoritaire

Du côté des dirigeants minoritaires, du côté des dirigeants réformistes, c'est une autre conception : La foi dans les destinées du capitalisme, la peur de la révolution des masses ouvrières.

Je veux, ici, parler franchement à nos camarades du Congrès, et même à nos camarades de la minorité, sur cette question.

Il y a, dans les rangs de la minorité, à mon avis, deux sortes de minoritaires. Il y a les minoritaires qui hésitent, qui comprennent tardivement le développement de l'histoire, qui ne croient pas encore à la faillite et à l'écroulement du capitalisme, qui ne croient pas encore à l'avènement de la classe ouvrière, à sa puissance prodigieuse, capable de renverser l'ordre des choses. Ceux-là, nous voulons les convaincre à la lumière des faits, dans la clarté de la discussion.

Et puis, il y a d'autres minoritaires, qui ont peur de ce mouvement formidable des masses, qui craignent la bataille de classes, qui, au fur et à mesure que se précise cette lutte devant nos yeux, au fur et à mesure que se précise le rapport des forces et des conditions dans lesquelles le régime bourgeois est appelé à disparaître, reculent vers les



tranchées capitalistes, parce qu'ils croient y trouver davantage de sécurité.

Dans la mesure où l'on recule vers les tranchées de la bourgeoisie, on ne peut pas servir la masse ouvrière ni ses organisations. En le faisant, on sert, objectivement et dans la pratique, les vues et les espoirs de la bourgeoisie.

## Un bilan probant

Le bilan de ces deux années, du point de vue du développement des menaces de guerre, de la crise capitaliste et du mouvement ouvrier, je veux en quelques mots le dresser.

La guerre sévit en Mandchourie. Bombardements par avions, par canons. Le sang de dizaine de milliers d'ouvriers y coule. Le chômage et la misère sont devenus si intenses que les travailleurs ont à choisir entre se battre pour défendre leur droit à la vie, ou mourir sans combattre; ils choisiront certainement comme ils l'ont déjà fait en maintes circonstances, la route qui les conduira à se battre pour vivre!

Voilà le bilan de la situation dans ces deux dernières années.

Cela, c'est la rançon que paie la classe ouvrière à la politique criminelle de la social-démocratie et des dirigeants réformistes qui, depuis toujours, ont semé, dans les masses, des illusions sur les possibilités de la paix, sur la prospérité nationale, sur les avantages de la collaboration des classes, résultat de la lutte à fond contre le programme et la tactique révolutionnaires que nous voulons, ici, traduire devant le Congrès.

C'est la rançon des masses ouvrières, payée à la politique de soutien de la social-démocratie par les dirigeants minoritaires au cours de ces deux années.

Vous aussi, Chambelland, Boville et Rambaud, vous avez, dans nos rangs et partout où vous l'avez pu, entretenu l'illusion de la paix durable, celle de la collaboration avec les dirigeants réformistes, lesquels étaient liés, avec l'Etat capitaliste; vous avez aussi entretenu l'illusion de la possibilité, pour ces traîtres à la classe ouvrière, de revenir sur les sentiers de la lutte des classes!

Oui, vous êtes responsables, au même titre et de la même manière que les dirigeants réformistes, de ce bilan de deux années de crise capitaliste qui nous séparent de notre V<sup>e</sup> Congrès.

## La rançon de nos faiblesses et de nos difficultés

Il faudra aussi parler de notre activité et de nos fautes. Car la situation actuelle n'est pas seulement la rançon que les masses paient, en premier lieu, à la politique criminelle de la social-démocratie et du réformisme, ou à la politique de soutien des dirigeants minoritaires, Chambelland et Boville; elle est aussi, en partie, il faut le dire loyalement, franchement, la rançon de nos propres faiblesses dans cette période.

Elle est la rançon de nos difficultés à réaliser nos tâches, qui étaient justes; de notre insuffisance dans la lutte pratique contre la social-démocratie et contre les chefs minoritaires.

Nous devons, ici, dresser le bilan de notre activité sur le plan du développement de la masse ouvrière; sur le développement de la crise capitaliste dans le monde; sur les menaces de guerre dont nous avons parlé il y a deux ans; sur la guerre, qui est déclenchée en Mandchourie, dans les conditions que je rappelais au début de mon discours.

La situation est-elle favorable pour le développement de nos organisations syndicales, pour le développement des luttes ouvrières dans

notre pays ? Qui, sauf Chambelland, peut le nier ? Il est clair que les attaques contre les salaires, les mises en chômage qui se multiplient, le surmenage des ouvriers occupés au sein des entreprises, la répression, les nuages qui s'accumulent à l'horizon, tout cela, crée une situation favorable au premier chef pour le développement de nos forces. Or, au cours de ces deux dernières années, dans une période où nous devons nous renforcer pour lutter contre la bourgeoisie, nous avons eu à faire face aux attaques des chefs confédérés et minoritaires.

### L'attitude des leaders réformistes

Au moment où les ouvriers sont travaillés par le mécontentement; au moment où ils sentent peser sur eux de plus en plus toutes les menaces patronales et gouvernementales, qu'ont donc fait les dirigeants réformistes ? Pendant toute cette période, ils ont resserré leurs liens avec la bourgeoisie; ils ont consolidé, raffermi leur front unique avec nos ennemis. Et en raison même de l'essor des masses, ils ont tendu la main droite aux hommes d'Etat de la bourgeoisie, tout en travaillant avec eux, avec la même pensée, à un pacte solide; ils ont, de l'autre main, de la main gauche, travaillé à tromper les ouvriers, remué des formules un peu gauchistes pour essayer de canaliser le mouvement des masses vers leur plate-forme, pour essayer de nous arracher les masses. Dans toutes les grèves, ils en ont pris la direction pour les trahir.

Oui ou non, camarades, est-ce que les délégués réformistes n'ont pas dit que les mineurs devaient faire des sacrifices en raison de la situation charbonnière mauvaise ? Oui, ils l'ont dit.

Oui ou non, est-ce que les dirigeants réformistes n'ont pas donné aux mineurs l'ordre de ne pas faire la grève, quand nous, nous l'ordonnions ? Oui, ils l'ont fait.

Oui ou non, quand les dirigeants réformistes prenaient en main le déclenchement de la grève du textile du Nord, est-ce qu'ils n'ont pas dit : il faudra examiner la situation industrielle pour voir comment nous pourrions arranger la question des salaires ? Oui, ils l'ont dit.

Est-ce qu'ils n'ont pas, en plein développement de la grève, formulé, signé un contrat avec le Gouvernement et le patronat, donnant l'ordre aux grévistes de rentrer au travail, et ce, au moment où le patronat, justement, était on peut dire aux abois, au moment où la concentration des masses ouvrières pouvait briser le joug du patronat ? Je pourrais citer, au cours de ces deux années, tous les faits et gestes des dirigeants réformistes, montrer le rapport qu'il y a entre leur liaison intime avec l'Etat bourgeois, dans la période de développement de la crise, et montrer leur tactique de briseurs de grèves de tous les mouvements grévistes.

Est-ce que cela créait pour nous une situation favorable pour nous permettre d'arracher les masses aux chefs réformistes ? Oui. Il faut en convenir, tous les facteurs nous étaient favorables, malgré de nombreuses difficultés accumulées par la concentration des forces bourgeoises. Mais nous devons aussi dire ici que malgré cette situation favorable, la C.G.T.U. se présente à son VI<sup>e</sup> Congrès avec une situation intérieure déficitaire.

Nous sommes convaincus que chaque délégué venu à ce Congrès, s'il a l'esprit tourné vers l'avenir, s'il a dans son cœur l'enthousiasme et l'espoir dans les destinées de notre classe ouvrière et de notre organisation, ce délégué apporte aussi un désir de discussion d'un bilan qui le trouble un peu, un certain malaise qui découle de la disproportion énorme entre les conditions qui vont se développant en notre faveur, et les

difficultés intérieures de nos syndicats, de nos organisations. Et nous ne serions pas des militants révolutionnaires si nous nous contentions de faire dans ce congrès des discours sur le développement de la crise, si nous nous contentions de déclarer : « la situation est favorable, mais notre situation intérieure ne correspond pas à cette situation favorable » sans rechercher les raisons pour lesquelles il y a un tel déséquilibre.

## Comment nous devons travailler pour changer l'ordre des choses

Nous pouvons ici donner des chiffres. Nous n'avons pas peur de dire clairement où nous en sommes et ce que nous voulons. Oui, la C.G.T.U. au cours de ces deux années, a perdu près de 100.000 membres. Camarades, c'est sérieux. Quelles en sont les raisons ? Comment devons-nous travailler pour changer l'ordre des choses dans notre C.G.T.U. ? Telles sont les deux questions auxquelles il convient de répondre à notre Congrès.

Je veux d'abord citer en premier lieu, parmi les causes, la lutte de la bourgeoisie contre nos organisations, les dirigeants minoritaires qui n'ont cessé, depuis deux ans, de travailler contre la C.G.T.U. Se rappellent-ils qu'au moment où était ouvert notre V<sup>e</sup> Congrès, en 1929, toutes nos directions syndicales étaient en prison ? Est-ce que les camarades se souviennent de cette vague de répression contre nos organisations ; à cette époque ? Personne n'a le droit de l'oublier ; pour deux raisons ; la première : c'est l'histoire de notre mouvement syndical ; la deuxième : c'est pour nous un enseignement ; nous devons apprendre à réagir avec justesse et fermeté contre les attaques de la bourgeoisie ; parce que l'affaire de 1929 n'est qu'un prélude aux attaques de la bourgeoisie dans le développement de la lutte des classes.

Peut-on oublier — et laissez-moi vous le dire ici, camarades de notre VI<sup>e</sup> Congrès, militants des syndicats nommés par les ouvriers d'entreprises, militants de toute la France de notre mouvement syndical révolutionnaire — peut-on oublier, dis-je, que dans cette période où nous, qui étions à la tête de notre organisation, étions emprisonnés, nos jeunes militants ont dû prendre des responsabilités, ont dû prendre en main le gouvernail ? (*Applaudissements.*) Peut-on oublier cette période où nos jeunes camarades ont dû faire face à toutes les situations les plus difficiles ? Peut-on oublier que les dirigeants minoritaires, dans cette même période, profitant justement des coups qui nous étaient assésés par les pouvoirs bourgeois, ont multiplié leurs attaques contre nos jeunes militants, contre nous-mêmes, contre nos organisations syndicales ? Croyez-vous qu'on puisse rayer ainsi une page de l'histoire de notre mouvement syndical en France ? Non, nous ne voulons pas le faire ; cela compte.

### L'opinion de Coty au moment du V<sup>e</sup> Congrès

Camarade Chambelland, vous souvenez-vous qu'au moment du V<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T.U., au moment où François Coty donnait des conseils à Tardieu — dont il trouvait la main trop légère, bien que la prison de la Santé fût pleine, et de nombreuses autres de province — où il disait à Tardieu : *Mais voyons, c'est le moment ; le cinquième Congrès de la C.G.T.U. se tient ; ramassez-moi ces communistes, n'en*

*laissez plus.* « Ah ! mais, Chambelland et Monatte, ce sont des hommes intelligents, qui peuvent beaucoup servir à changer l'orientation de la C.G.T.U. en France, et changer, naturellement, les conditions du mouvement des ouvriers. » Camarade Chambelland, est-il vrai que cette indication si claire du journaliste le plus qualifié du fascisme et de la bourgeoisie française, François Coty, ne vous a pas arrêté ? Est-il vrai, Chambelland, Boville, que vous avez bataillé avec le plus grand acharnement ? Et avec quels moyens ? Entre nous, voyons ! Nous ne voulons pas ici amuser le Congrès avec des arguments polémiques sans portée, mais avec quelles armes, quels arguments ? Au moment où la bourgeoisie nous attaquait, au moment où non seulement elle frappait à la tête de nos organisations, mais essayait de nous chasser des entreprises, quelles armes avez-vous employées pour combattre la C.G.T.U. et ses directions à tous les degrés, quels arguments — laissez-moi vous le dire : méprisables ! Escrocs, policiers, ainsi que le faisait Marcel Bidoux, au moment de la grève du Nord, tous les jours dans *Le Populaire*. Au moment où tous nos efforts étaient mobilisés pour donner à la grève du textile son impulsion de classe, au moment où toutes les forces de la bourgeoisie, préfets, gardes mobiles, maires socialistes et C<sup>o</sup>, essayaient de donner au patronat, aux bourgeois, leur appui, vous avez employé les mêmes arguments ; c'est vous qui les avez colportés dans notre mouvement.

## La divergence théorique devient opposition pratique

Nous sommes partis au V<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T.U. sur la base d'une divergence théorique avec les dirigeants minoritaires Chambelland et Boville. Oh ! tant qu'il n'y aura entre nous dans ces congrès que des divergences théoriques ! Nous pourrions avoir ici 200, 300 délégués des syndicats confédérés, nous pourrions avoir ici des ouvriers empreints d'idéologie réformiste, mais tant qu'il n'y aura entre nous que des divergences théoriques, que des questions de tendances, eh bien, sans doute pourrions-nous toujours trouver une base d'accord qui nous sera indiquée par les masses, lesquelles régleront nos divergences. Mais votre ligne n'est pas celle-là. Nous sommes partis sur la base d'une divergence théorique avec vous, je l'ai expliqué dans le début de mon rapport, mais dans toute cette période, vous avez transformé la divergence théorique en opposition pratique. Vous vous êtes organisés, non pas seulement pour défendre vos idées, mais pour combattre la tactique de la C.G.T.U. et renforcer la tactique des dirigeants réformistes. Est-ce vrai ? Est-ce que vous n'avez pas préconisé pendant et avant la grève des mineurs, le front unique avec Maës ? Est-ce que vous ne nous avez pas combattus parce que nous voulions justement mettre les masses confédérées en garde contre la trahison des dirigeants réformistes ? Est-ce que, pendant la grève du textile, vous n'avez pas, dans votre *Cri du Peuple*, vanté la probité des dirigeants réformistes ? « Vraiment, les dirigeants réformistes, maintenant, font preuve d'honnêteté. » Est-ce que vous n'avez pas dit cela ? Est-ce que vous n'avez pas blâmé le fait que la C.G.T.U. essayait de prendre en main le mouvement du textile pour le maintenir sur sa base de lutte des classes ?

Oui. Des divergences théoriques vous en êtes venus à la lutte pratique contre la tactique de la C.G.T.U. pour renforcer celle des dirigeants réformistes. Cela, ce sont des faits qui comptent.

## « La grève en période de crise est un crime »

Au moment même où la C. G. T. U. , traduisant les décisions du cinquième Congrès, demandait à nos syndicats de se préparer pour la lutte des ouvriers pendant la crise capitaliste, pour faire face à l'attaque patronale contre les salaires, pour faire face aux menaces de chômage, est-ce que vous n'avez pas déclaré, est-ce que vous n'avez pas écrit : *La grève en période de crise est un crime ?*

Oui, vous l'avez écrit; vous avez transmis, là encore, un mot d'ordre des chefs réformistes. Et les ouvriers ont répondu à votre mot d'ordre, dans le Nord, dans le Pas-de-Calais; ce sont eux qui ont condamné votre position, qui était une position de lutte contre la tactique de la C.G.T.U.

Maintenant, où en êtes-vous ? Vous en êtes, à l'heure même où les masses ouvrières doivent se défendre, se rassembler contre la bourgeoisie, où elles doivent combattre la collaboration des classes, où elles doivent réaliser leur unité syndicale de classe contre la bourgeoisie et les chefs réformistes alliés à la bourgeoisie, vous en êtes arrivés, après avoir posé la question d'unité, à préconiser la rentrée dans la C.G.T., avec ces braves dirigeants réformistes qui, selon vous, devaient faire une évolution à gauche. Ils ont fait une évolution à gauche en allant, avec l'autorisation de Pierre Laval, au Comité économique franco-allemand en compagnie de De Peyerhimoff, en compagnie des magnats de l'industrie française et de l'industrie allemande, au lendemain même où vous leur donniez un brevet de loyalisme et où vous annonciez leur évolution à gauche.

Voilà où vous en êtes, et c'est là où vous voulez entraîner vos syndiqués, les syndiqués que vous avez réussi à tromper pendant ces deux années, sur nos objectifs, sur notre tactique. Il vous faudra venir ici vous expliquer sur votre politique.

Mais ce serait de notre part une grosse faute de masquer le côté négatif de notre situation derrière la politique des dirigeants minoritaires. Oui, ils seront les seuls dans ce Congrès à ne pas faire leur auto-critique, parce qu'ils ont bien rempli leur mandat, eux. (*Rires.*) Leur mandat était de lutter contre la C.G.T.U., contre l'I.S.R., et ils l'ont fait avec une grande vigueur. Leur mandat était de désagréger les forces de la C.G.T.U. et ils ont fait ce qu'ils ont pu, pas autant qu'ils l'auraient cru, cependant.

## Notre activité, nos faiblesses

Quant à nous, nous devons ici faire ce qu'on appelle le bilan de notre activité; ne pas masquer nos fautes, nos faiblesses. Oui, nous avons commis des fautes, et nous avons eu des faiblesses qui, dans notre rapport d'activité, déjà prennent une place importante. Je ne veux pas dans mon rapport verbal en faire l'analyse détaillée; je veux simplement en tracer les principales et permettre à nos délégués, à nos militants, de venir élargir le débat.

1° Nous ne nous sommes pas suffisamment corrigés de la politique facile qui consiste à développer devant les masses des revendications générales justes sans les lier avec les revendications immédiates quotidiennes des entreprises. Nous n'avons pas su traduire le mécontentement des ouvriers dans les entreprises, mécontentement provoqué par les mesures du patronat chaque jour, que je ne veux

pas énumérer ; choses parfois minimes, qui semblent quelquefois ridicules à certains de nos militants, dont on dit que cela ne vaut pas la peine de s'en occuper, mais qui entraînent dans le développement des jours une accumulation énorme de mécontentement, et constituent, quand nous savons lier ces revendications de base à nos revendications générales, les conditions de la mobilisation des masses sur un plan plus large, les conditions de l'entrée en bataille des masses ouvrières. Et nous faisons un peu cette figure devant les ouvriers : la C.G.T.U., c'est la seule organisation qui, en face des événements, a une attitude qui répond à ce que nous voulons obtenir quand le moment sera venu. Mais dans l'usine, on ne la voit pas ; elle n'est pas là pour traduire nos besoins immédiats. La C.G.T.U. est une bonne organisation révolutionnaire, mais qui n'est pas près de nos besoins immédiats.

Voilà la première des fautes de notre C.G.T.U. La deuxième est qu'il y a encore dans nos rangs, chez certains militants cette idée que la lutte pour le pain — la question du ventre — ce n'est pas intéressant, que cela dénote chez les ouvriers quelque chose d'un peu méprisable. Est-ce que nous ne sommes pas encore imprégnés, dans notre C.G.T.U. des idées de toute cette période d'avant la guerre et de guerre où notre mouvement syndical délaissait les revendications des ouvriers, et prenait dans la classe ouvrière seulement les éléments qui, politiquement, traduisaient déjà cet idéal avancé, cette idée qu'une minorité révolutionnaire peut, sans même le concours des masses, transformer le monde et faire la révolution ? Oui, il existe encore dans notre C.G.T.U. un certain mépris pour les ouvriers qui veulent lutter pour le pain, pour les besoins du ventre, comme on dit.

Il faut rectifier notre conception sur ce point, ainsi que nos méthodes de travail, si nous voulons avoir l'oreille des masses dans la période actuelle.

### **Le travail dans l'entreprise**

Nous ne sommes pas dans l'entreprise et, voyez-vous, le mécontentement des ouvriers, c'est dans l'entreprise qu'il se produit, c'est dans l'entreprise qu'il couve, c'est dans l'entreprise qu'il doit trouver son expression. Nos sections syndicales d'entreprises, dont on a parlé pendant si longtemps, sont inexistantes, disons-le franchement ; il n'y en a presque pas ; et si nous voulons traduire le mécontentement des ouvriers, si nous voulons sentir la poussée de la masse, suivre pas à pas le développement de la colère des ouvriers, nous devons être avec eux, nous devons être dans l'entreprise. Nos sections syndicales doivent travailler comme groupes des syndicats unitaires dans l'entreprise, quelque difficile que soient les conditions, et nous savons qu'il y a maintenant en France des conditions difficiles. Dans certaines catégories encore nombreuses d'entreprises, les conditions de travail légal subsistent ; dans une autre catégorie, ce ne sont plus que des conditions semi-légales, et dans d'autres grandes entreprises, des conditions illégales de travail.

Nous devons, nous, répondre à ces conditions nouvelles de la lutte des ouvriers, ne pas aborder nos syndicats avec des formules radicales, mais avec l'expérience acquise déjà par nos délégués de base, avec le tableau de leurs difficultés, entreprise par entreprise, avec déjà le travail qu'ils ont pu accomplir, les résultats atteints. Nous devons orienter notre travail au travers des difficultés qui sont jetées sous nos pas, pour réaliser nos tâches et notre objectif.

## Le problème de l'organisation des forces dans les conditions nouvelles

Mais laissez-moi vous dire à ce sujet que si nous considérons que la répression patronale et gouvernementale devait provoquer le recul de la lutte révolutionnaire, il n'y aurait qu'à s'en aller coucher. Non, malgré tous les efforts qu'elle déploie, la bourgeoisie est poussée à la faillite, à la liquidation, dans la mesure où nous saurons traduire les conditions nouvelles de la lutte.

Voilà le problème qui se trouve posé à l'heure actuelle entre nous, le patronat et la bourgeoisie. C'est le problème de l'organisation des forces ouvrières dans les conditions nouvelles. Je voudrais vous parler, par exemple, de la Pologne où la bourgeoisie a détruit la vie légale des Syndicats rouges et du Parti communiste. Malgré cela, en Pologne, existent maintenant les conditions d'une révolution. En France, nous n'en sommes pas encore là : notre Congrès peut tenir ses assises; nos syndicats ont une vie légale encore. La bourgeoisie développe sa répression dans les entreprises, oui; mais déjà dans des pays où la crise est plus avancée, nos organisations, nos militants sont obligés de travailler dans des conditions difficiles, inouïes. Et cependant les conditions révolutionnaires sont créées et nos forces s'étendent, s'élargissent. Cela veut dire que nous-mêmes nous devons trouver la voie juste pour travailler dans les conditions qui sont posées objectivement devant nous.

Je voudrais également parler -- puisque aussi bien notre Congrès est un grand Congrès, un Congrès où dominent les militants de la base -- je voudrais parler de la façon dont antérieurement on a traité nos résolutions de Congrès. Dites-moi, vous êtes ici environ 700 ou 800 délégués, dites-moi combien de vous ont lu les résolutions du cinquième Congrès ? Dites-moi combien de syndicats en ont discuté, combien de syndiqués connaissent notre programme, notre tactique, nos tâches telles qu'ils ont été exprimés par le cinquième Congrès de la C.G.T.U. Si vous le disiez, le chiffre serait ridicule.

La coutume chez nous veut que dans nos Congrès, on discute, on vote les résolutions et puis qu'après le Congrès, on mette ces résolutions dans son portefeuille et on continue comme s'il n'y avait pas eu de Congrès. Il faut le dire, cela, camarades, même s'il y a la presse bourgeoise, parce qu'il faut que nous nous corrigions, parce que les résolutions d'un congrès à l'autre précisent notre orientation, nos tâches. Nos résolutions de congrès doivent être des résolutions de masse après la clôture des travaux de nos congrès. Elles doivent être des résolutions de masse parce que nous avons besoin, non seulement que les masses connaissent, mais encore contrôlent notre travail et l'application de nos décisions.

Il faut dire aussi que sur la question de l'unité syndicale, des fautes ont été commises. On a eu des hésitations, des retards. A Bordeaux, par exemple, lorsque le Congrès de Bullier repoussait notre proposition d'unité, comment avons-nous traduit la résolution réformiste de Bullier ? Nous avons dit : Les dirigeants réformistes refusent nos propositions d'unité, mais cela ne peut pas empêcher la réalisation de l'unité, car rien n'empêchera la réalisation de l'unité des travailleurs contre la bourgeoisie. Nous avons dit à Bordeaux : la route de l'unité, c'est le front unique.

## L'unité

Sur le front unique, nous n'avons, hélas ! pas réalisé beaucoup depuis Bordeaux. Nous avons, on peut le dire, laissé tomber le mot d'ordre de l'unité syndicale pour mettre en avant celui du front unique, que nous avons mal appliqué. Cela nous a conduits à une période où nous avons du retard. Nous avons, disons-le, laissé aux chefs minoritaires ce drapeau qui était notre drapeau, qui l'est encore, qui le sera toujours. (*Applaudissements.*) Comment ! Nous sommes la C.G.T.U., née de l'exclusion de 1.500 syndicats voilà dix ans. Nous sommes l'organisation qui était, en 1921, sur le point de prendre en main la direction réformatrice; nous sommes l'organisation qui, en minorité à ce moment-là, avait déjà la majorité des masses derrière elle, qui a été chassée de la C.G.T. précisément parce que les dirigeants voulaient conserver leur liaison avec la bourgeoisie et le contrôle des organisations syndicales pour leur collaboration des classes; nous qui voulons l'unité parce que c'est le désir des masses et la voie pour la lutte des ouvriers, nous qui l'avons à chaque congrès posée comme une des questions importantes, nous avons laissé tomber le mot d'ordre, au moment où les masses en avaient un désir profond, nous avons laissé notre drapeau aux mains des minoritaires ! C'est une faute.

UNE VOIX. — Et à Dumoulin le scissionniste.

MONMOUSSEAU. — Et à Dumoulin le scissionniste, l'organisateur de la scission de 1921. C'est à lui que nous avons laissé le drapeau de l'unité ! Ce n'est pas bien. Nous sommes tous responsables, et nous devons le dire.

## Le caractère de la crise Les chefs réformistes et les grèves

Je voudrais marquer aussi chez nous quelques hésitations sur le caractère de la crise. Quand nous avons annoncé le développement de la crise, son caractère, sa profondeur, n'y a-t-il pas eu dans l'esprit de bons militants l'idée de faire une analogie avec la crise de 1927 et ne se sont-ils pas dit : Tout de même, je crois que les dirigeants de la C.G.T.U. exagèrent. Cette crise ne sera pas plus longue que les autres; elle s'arrêtera; et les perspectives sont plus ou moins justes ? Oui, cela s'est produit. Ce n'est que maintenant, à la vérification des faits, que les militants voient que nous avions raison. Mais ces hésitations, n'ont-elles pas créé un retard pour prendre en main le mécontentement des ouvriers, qui se développait dans les entreprises ? Si, camarades.

Enfin, autre faute : des illusions sur les chefs réformistes. Nous avons vécu un moment dans notre C.G.T.U. où l'on considérait les dirigeants réformistes comme incapables de prendre l'initiative et de déclencher des grèves. Nous étions, nous C.G.T.U., à la tête de tout le mouvement gréviste de ce pays; les dirigeants réformistes les sabotaient de l'intérieur, de l'extérieur, mais c'est nous qui prenions l'initiative. On a vécu, je le répète, sur cette idée que les dirigeants réformistes n'étaient pas capables de déclencher la grève, et c'est ainsi que nous avons été surpris par le changement de tactique des dirigeants réformistes qui, devant la poussée des ouvriers, tendaient une main à la bourgeoisie, et de l'autre agitaient le drapeau devant les masses. Ils ont déclenché la grève du textile pour la briser, pour nous l'arracher des mains. Nous n'avons



pas aperçu le changement de tactique de la social-démocratie; oui, nous avons, dans cette période, laissé prendre l'initiative aux dirigeants réformistes, et nous avons eu l'illusion que les chefs réformistes pouvaient faire un tournant à gauche; illusion si bien illustrée par Chambelland.

D'un autre côté, n'y a-t-il pas eu chez nous un développement de l'esprit sectaire? N'a-t-on pas considéré quelquefois que les masses confédérées ne valaient pas mieux que leurs dirigeants? Oui. Il y a encore chez nous, dans notre mouvement, un pareil état d'esprit. On tend à confondre les masses confédérées avec les chefs et la même faute se répète vis-à-vis des ouvriers qui sont, à l'heure actuelle, sous l'influence des chefs minoritaires. Camarades, cela n'est pas juste. La grève des mineurs démontre que les masses confédérées sont travaillées par un mécontentement grandissant, au même titre que les masses unitaires et inorganisées et qu'elles sont en opposition avec l'attitude de collaboration des chefs. Là encore, le travail pour nous consiste à organiser le front unique des masses confédérées et unitaires contre les dirigeants réformistes.

On peut dire que toute notre tactique de grève pendant toute cette période s'est ressentie de ces fautes principales; que nous avons chez nous des racines encore assez nombreuses, assez profondes de l'anarcho-syndicalisme qui a caractérisé le mouvement syndical pendant tant d'années, et que Chambelland est ici l'expression la plus développée de l'anarcho-syndicalisme déjà dégénéré et passé sur le front de la bourgeoisie, puis que l'anarcho-syndicalisme conduit à la liquidation de notre contact avec les masses. Boville, comme Chambelland et Rambaud sont coupés d'avec les masses. (*Applaudissements.*)

L'auto-critique nous concerne tous. Chacun de nous a sa responsabilité; chacun de nous doit savoir en son for intérieur quelles sont les faiblesses de sa propre organisation. J'ai essayé de vous faire une large auto-critique de toute l'activité de la C.G.T.U. Mais nous aussi, dirigeants confédéraux, nous avons notre part de responsabilité. L'auto-critique doit avoir pour but le redressement des faiblesses de la C.G.T.U., mais ce redressement est conditionné à l'effort que nous ferons ensemble pour corriger nos fautes mises à nu devant les ouvriers et à notre volonté commune de les corriger pour marcher en avant.

Sur ce plan, nous avons commis des fautes, c'est clair. Je ne vais pas ici développer le rapport d'activité. Nous indiquons, nous, les propres fautes de la Direction confédérale.

## Les Assurances Sociales

Sur les Assurances sociales, par exemple, qu'avons-nous dit aux ouvriers? Nous avons dit: « Les Assurances sociales avec le paiement par l'Etat, car le paiement par le patron est récupéré par lui sous forme, soit d'augmentation de la production, soit de diminution des salaires, soit d'augmentation du coût de la vie. » Est-ce juste? Non. C'est faux. Nous n'avons pas traduit la pensée d'une petite équipe de militants; nous avons traduit une idéologie profonde, chez nous, dans la C.G.T.U., mais une idéologie fausse.

Pourquoi ne pas faire payer le patronat, pour les Assurances Sociales? Parce qu'il va trouver le moyen de récupérer ses paiements par une augmentation de la production ou par une augmentation du coût de la vie? Mais la conquête des revendications ouvrières n'est-elle pas conditionnée au rapport des forces entre la classe ouvrière et la bourgeoisie? Est-ce qu'elle n'est pas conditionnée à l'organisation de la

lutte contre la bourgeoisie ? Mais si, camarades, le patronat paiera la cotisation aux Assurances Sociales, par la volonté des masses et par le rapport des forces organisées sous notre direction ; nous lui arracherons les conquêtes de la classe ouvrière, ses revendications. Nous lui arracherons même, d'étape en étape, les usines et la terre. (*Applaudissements.*) D'étape en étape nous lui arracherons aussi le pouvoir, au cours des batailles révolutionnaires.

Notre position sur les A. S. était donc fausse. Cela voulait dire : nos revendications sont conditionnées aux possibilités de la bourgeoisie, alors qu'en réalité, nos revendications sont conditionnées aux forces de la classe ouvrière en marche contre la bourgeoisie.

### **Le cheval de bataille des minoritaires**

Sur l'unité syndicale -- et ici, c'est mon auto-critique que je veux faire; il ne faut jamais s'oublier — non seulement les minoritaires, mais aussi les chefs réformistes ont fait grand étalage d'un article de Monmousseau portant un titre suggestif : « C.G.T. unique ? C.G.T. de trahison ! » Il y a même des camarades dans notre congrès qui sont tout à fait tourmentés par ce titre. Est-il juste ? Non, il ne l'est pas. Que veut-il dire ? Quel est le contenu de l'article ? Que voulait-il dire pour moi ?

Il répondait déjà à la pensée des chefs minoritaires, par cette pensée que la rentrée dans la C.G.T. que l'unité sur le programme, sur la tactique des dirigeants réformistes et avec eux était une unité de capitulation. Voilà la pensée de l'article. Est-elle juste ? Oui. Mais pour les ouvriers, ce titre seul : « C.G.T. unique, C.G.T. de trahison ! » veut dire : les dirigeants de la C.G.T.U. sont contre l'unité. Alors, c'est le maintien de la scission.

On ne doit donc pas employer ce titre, même quand le contenu de l'article est juste.

Mais les minoritaires, comment prennent-ils cet article, ils en veulent faire une arme entre leurs mains ? Et les chefs réformistes, comment l'exploitent-ils maintenant ? Ils l'exploitent dans le sens que nous sommes, nous, contre la rentrée dans la C.G.T. Là-dessus, nous devons les battre, nous sommes contre la rentrée dans la C.G.T. et l'unité syndicale dans la C.G.T., avec toute l'expérience que nous avons et qu'a la classe ouvrière; expérience acquise au cours des années de lutte, depuis 1914 — avec l'expérience de Japy, du programme réformiste; oui, nous sommes contre cette unité, cette union sacrée avec la bourgeoisie, à l'heure où déjà la guerre est en Mandchourie, à l'heure où les masses veulent se battre, à l'heure où elles trouveront en se battant et pour se battre, la bourgeoisie et les dirigeants réformistes contre elles.

Cette arme des minoritaires, nous devons la retourner contre eux, tout en reconnaissant que le mot d'ordre n'était pas juste, puisqu'il pouvait troubler tant soit peu l'esprit des ouvriers militants.

## **Il faut gagner les ouvriers minoritaires contre leurs chefs**

Camarades, notre lutte contre les minoritaires, est-ce qu'elle a été juste ? Non, elle ne l'a pas été, en ce sens qu'elle n'a pas été assez dure.

Première question : Est-ce que tous les minoritaires sont avec Chambelland ? Mais non. La grande erreur, c'est d'avoir mis dans un bloc

(très bien) les chefs et les ouvriers minoritaires. Voyez à Tours, par exemple. Notre syndicat du réseau Etat a toujours été aux mains de deux camarades qui étaient avec Chambelland. Et puis, dans la discussion, ils ont laissé tomber Chambelland; ils se sont ralliés à la position de la C.G.T.U. sur l'unité. Les camarades de Tours sont-ils d'accord avec nous sur toute la ligne de la C.G.T.U. ? Non. Sont-ils d'accord avec tout le programme de la C.G.T.U. ? Non. Mais l'essentiel, c'est qu'il y ait déjà une base minimum de liaison entre les masses qu'ils ont derrière eux et nous, contre les leaders minoritaires.

Cet exemple nous donne l'orientation de notre travail, même chez les minoritaires. Dites-nous donc, camarade Fournol, il faut parler ici tout à fait franchement, sans diplomatie, oui ou non, est-ce que vous suivez Chambelland ? Non. Vos paroles et vos actes le démontrent. Vous êtes déjà détaché de Chambelland. Et le Congrès doit marquer ici cette grande chose, qu'un militant qui a, pendant plusieurs années, fait partie du bloc des Chambelland, se détache de lui à la lueur des faits qu'il apprend : à savoir que Chambelland veut amener les ouvriers dans la C. G. T. sur le plan de collaboration de la C. G. T. au Comité franco-allemand de Laval ; le Congrès doit saluer le fait qu'un militant comme Fournol ne marche pas. (*Applaudissements.*)

La lutte contre les minoritaires a été trop théorique; elle n'a pas été poussée suffisamment en liaison avec la lutte quotidienne des ouvriers; car, en réalité, les dirigeants minoritaires, Chambelland, Boville, Rambaud, non seulement, comme je vous l'ai dit, ont traduit les divergences idéologiques qui existent entre nous, mais ils ont saboté notre tactique, notre programme de revendications; et nous n'avons pas fait la clarté dans les masses sur ce point.

Il faut gagner les masses minoritaires contre leurs chefs et causer avec des chefs minoritaires qui ne veulent pas aller plus loin sur la route de Dumoulin, de Jouhaux, de Digat, de Pierre Laval.

Poussif non plus n'est pas d'accord avec vous. Nous verrons cela plus tard, mais il a déclaré tout récemment : Pour la rentrée dans la C.G.T. avec vous, il n'y a rien à faire.

Il y a mieux. J'étais l'autre jour à Dunkerque; je causais avec Olivier et Veymiens. J'ai dit à Olivier : « Mon cher, qu'est-ce que tu vas faire maintenant ? Vas-tu rester dans la C.G.T.U. ou vas-tu rentrer dans la C. G. T. ? » Il m'a répondu : « Cela dépendra de ce que fera votre Congrès. » On sait ce que cela veut dire. Rambaud a dit la même chose, et Chambelland aussi à la dernière Commission exécutive chez nous. Veymiens, à qui j'ai posé la même question, a dit : « Cela dépendra de ce que vous ferez. Si vous rentrez dans la C.G.T., j'y vais; si vous n'y rentrez pas, je n'y vais pas. » (*Applaudissements.*)

Alors, camarades, vous voyez comment va le Groupe minoritaire : il va mal ! (*Applaudissements.*) Ces gens-là venaient déjà préparer l'enterrement de la C.G.T.U. Ils disaient : c'est le dernier congrès; c'est presque une cérémonie funèbre. Mais non, c'est votre enterrement. Vous êtes déjà en décomposition. Déjà la partie saine se sépare de vous et il reste... la moisissure. Voilà ce qui reste, et ce qui va rester de votre groupe de la minorité, après le sixième Congrès : les éléments sains avec nous, les masses avec nous, et vous, vous irez où vous voudrez. Vous avez joué là-dessus : la scission, l'exclusion. Farceurs, va ! (*Rires, applaudissements.*) Mais non; vous viendrez à cette tribune; on ne va pas vous exclure; on va vous écouter.

## Nous voulons faire un travail de conviction dans vos rangs

Vous voulez partir à la C.G.T. Nous voulons que vous y alliez seuls. Voilà ! Nous voulons faire un travail de conviction, chez vous, dans vos rangs, et gagner les ouvriers contre vous. Cela commence, n'est-ce pas, Rambaud ? cela commence !

Est-ce que la C.G.T.U., dans son ensemble, n'a rien que du bobo ? Non. Est-ce que tout va mal chez nous ? Non, camarades. Est-ce qu'on a des côtés positifs dans notre travail ? Oui, camarades. La grève de Belfort, est-ce qu'elle est à l'actif de la C.G.T.U. ? Oui. Le fait que nous prenons en main un comité de grève où les Tardieusards, ou les socialistes ont mis des ouvriers pour pouvoir, par eux, par leur intermédiaire, diriger la grève, l'emmener vers la capitulation, le fait que nous avons pris, en main, par un travail de masse, la direction de la grève, que nous avons eu les masses avec nous, est un côté positif de notre activité.

## Des côtés positifs

Trith-Saint-Léger, quand les ouvriers prennent les hauts fourneaux, mettent les feux bas, font capituler le patronat, est un côté positif qu'il ne faut pas oublier et dont on se servira encore. Le Boucau, prise de l'usine, malgré les fautes et les faiblesses que je ne veux pas énumérer ; côté positif. Cours, 15 semaines de grève, l'organisation réformiste liquidée, les masses se groupant autour de notre Comité de grève ; malgré l'échec matériel, est-ce que c'est un côté positif ? Oui. Parce que ce qui mesure un échec ou une victoire, ce n'est pas seulement ce que nous apportons aux ouvriers, au point de vue situation ; c'est ce que deviennent les masses au travers de la lutte par notre activité ; c'est l'élévation du niveau politique des masses ; c'est le développement de notre influence sur les masses au travers de notre activité dans le domaine de la grève.

Chez les mineurs, tout est-il mauvais ? Non. Il y a eu des fautes commises ; tout le monde en a commis ; on en commettra d'autres dans le développement de la lutte ; nous avons tant à apprendre dans le développement de la lutte révolutionnaire. Mais dans la grève des mineurs, est-ce que tout est mal ? Non. La réponse a été donnée récemment par les mineurs eux-mêmes, aux élections à la Caisse de secours. Je ne veux pas parler des élections cantonales, cela ferait tiquer Chambelland. Mais tout le monde connaît cela. Oui ou non, avons-nous élargi notre influence chez les mineurs, malgré les fautes commises ? Oui, nous l'avons élargie. C'est un côté positif.

Et la grève des textiles du Nord, Roubaix, Menin, le rayonnement de cette action dans les masses, rayonnement qui est long à s'éteindre et qui ne s'éteindra pas, grâce à notre initiative, à la combativité de nos militants, est-ce que c'est un côté positif, malgré les fautes et les faiblesses ? Oui.

Je pourrais encore énumérer d'autres faits ; je ne peux pas faire tout le bilan de la C.G.T.U. Vous viendrez dire tout cela. Mais ne masquons pas nos côtés négatifs par ces côtés positifs, par ces succès. La grande question de notre Congrès, c'est que ces côtés positifs ne sont pas en rapport avec ce que nous devons atteindre, avec ce que nous voulons atteindre, avec le développement des événements, avec les tâches difficiles, grandioses que nous avons à accomplir. C'est pourquoi il faut marquer les côtés négatifs et aller au fond de nos difficultés.

## Pourquoi cette auto-critique

Conclusion : Pourquoi cette auto-critique ici ? Est-ce pour regarder vers le passé ? Est-ce pour rechercher les responsables ? Est-ce pour nous lamenter sur le bilan ? Non, camarades ; ce n'est pas pour nous figer dans le passé, pour nous lamenter, pour rechercher des responsabilités ; c'est une auto-critique faite les yeux tournés sur le présent, les yeux tournés vers l'avenir, pour corriger nos fautes et marcher en avant ; c'est pour réaliser nos tâches ; c'est pour que notre C.G.T.U., dans une pareille situation, soit digne du rôle qu'elle a à remplir, et digne de sa mission. Voilà pourquoi l'auto-critique doit être large.

Deux congrès en un mois : *Japy, Magic-City*. Deux programmes, deux orientations, deux organisations différentes. *Japy* : une organisation syndicale où il y a des ouvriers, mais qui est aux mains de la bourgeoisie, par la liaison de ses chefs avec la bourgeoisie ; une organisation syndicale bourgeoise où il y a des ouvriers que nous devons arracher à la bourgeoisie. Voilà ce que représente le Congrès de *Japy*. Nous avons aussi, dans les Sociétés mutuelles bourgeoises, des ouvriers que nous devons arracher à la bourgeoisie, dans les Sociétés sportives, dans combien d'autres organisations bourgeoises. Le même problème se pose en ce qui concerne *Japy* : arracher les masses au programme, à la tactique réformiste.

A côté de *Japy*, la C.G.T.U., *Magic-City*, son caractère, sa volonté : la lutte des classes pour prendre en main la direction des masses ouvrières, et leurs luttes, pour traduire le mécontentement des ouvriers. Un programme : la lutte contre la diminution des salaires, la défense des chômeurs, la défense des revendications féminines, des revendications des jeunes, la défense de la main-d'œuvre étrangère, la défense de la main-d'œuvre coloniale, l'appui aux peuples coloniaux placés sous la férule de notre impérialisme, la défense de l'Union des Républiques Soviétiques.

Nos moyens : l'unité syndicale de classe, l'unité syndicale contre la bourgeoisie, les dirigeants réformistes, par la fraternisation entre les ouvriers confédérés, autonomes, chrétiens, unitaires et inorganisés contre la collaboration des classes, par le front unique pour la lutte de classe, pour la défense de nos revendications.

Nous devons aussi rassembler nos forces syndicales, les organiser à l'entreprise pour accomplir notre besogne de dirigeants du mouvement syndical français.

Voilà, camarades, comment la C.G.T.U. se présente devant les masses et voilà sa responsabilité, au moment où les perspectives de lutte sont ouvertes devant la classe ouvrière.

## Où allez-vous, qu'allez-vous faire ?

Maintenant, chefs minoritaires, où allez-vous et qu'allez-vous faire ? Vous avez, avec Dumoulin et Digat, au cours de ces deux années, préconisé et développé une campagne tendant à faire croire que la C.G.T. réformiste allait à gauche, que Jouhaux et ses amis revenaient de leurs erreurs, qu'ils venaient vers la lutte des classes. Vous avez développé dans les masses l'idée, d'abord, que l'unité syndicale ne pouvait pas se faire dans la C.G.T., qu'elle devait se faire par un congrès de fusion. Vous avez pendant deux ans mené un travail commun avec Dumoulin et Digat, essayant dès la première période de mettre dos à dos les deux C.G.T. et, pour parler d'une façon plus claire et plus directe, Jouhaux

et Monmousseau. Vous avez fait ce travail dans les masses; vous avez essayé de personnaliser pour mieux porter vos coups dans la C.G.T.U. et réaliser votre objectif. Vous avez dit à un moment donné : « Ni Jouhaux, ni Monmousseau, ni les dirigeants de la C.G.T., ni ceux de la C.G.T.U. ne veulent de l'unité. »

Dumoulin et Digat ont, au Congrès de Japy, enlevé leur masque : ils ont voté le rapport moral de la C.G.T. après que l'on eut dit qu'en ce qui concernait la collaboration, c'était néant, ils ont entériné néant. Ils ont voté le programme de la C.G.T., la nomination de Jouhaux et de Chevalme au Comité franco-allemand, sous la désignation de Pierre Laval. Ils ont voté cela, vos amis Dumoulin et Digat; ils ont voté la résolution de Japy sur l'unité syndicale. Et vous, qu'avez-vous fait ? Vous avez battu des mains.

### L'entrevue avec Boville et Chambelland

Je vais vous rappeler ici une petite histoire. Au moment du congrès de Japy, nous recevons un coup de téléphone :

— Allô, Allô ! C'est moi, Chambelland. Je désire avoir au plus tôt un rendez-vous avec les dirigeants de la C.G.T.U.

Ce n'était déjà pas mal. Il y avait un changement dans le ton; il ne s'agissait plus d'escrocs ni de policiers; on venait discuter avec le bureau confédéral.

— Qu'y a-t-il ?

— Un gros danger menace la C.G.T.U. et comme, malgré nos divergences, nous voulons travailler avec vous contre les dangers qui menacent la C.G.T.U., nous vous demandons de bien vouloir nous écouter.

— S'il vous plaît, venez vite !

Chambelland et Boville sont venus au Bureau confédéral.

— Qu'y a-t-il ? disons-nous.

Chambelland déclare : Voilà mon avis; la résolution de Japy est une sale manœuvre de Léon Jouhaux. C'est un grand danger pour la C.G.T.U.

— Ah ! Ah ! Et toi, Boville ?

— Moi, je trouve que c'est une bonne résolution ; je crois que c'est la même chose que la résolution Paris-Etat rive droite.

Voilà comment maintenant nous voyons les dirigeants minoritaires désemparés parce que leur Dumoulin et leur Digat votent le rapport moral de la C.G.T. après l'avoir critiqué, votent le programme de la C.G.T. après l'avoir critiqué, votent l'unité syndicale en capitulant, en abandonnant leurs positions démagogiques. Chambelland et Boville divisés : l'un qui déclare — et on sait comment et pourquoi — qu'un grand danger menace la C.G.T.U., que Jouhaux vient de faire une manœuvre; et l'autre qui dit : c'est une bonne résolution; vous auriez tort de ne pas l'accepter.

### La signification du Congrès

Je pense que notre Congrès a une grande signification. C'est une réponse à ceux qui, pendant si longtemps, ont tenté de détruire notre C.G.T.U. et de jeter le discrédit sur son programme et sur ses militants. Notre Congrès est une réponse, par le nombre énorme des délégués. La majeure partie des délégués ici présents sont allés devant les masses et sont l'expression des masses en France; ils expriment leur courant, leur volonté. Et vous, camarades Chambelland et Boville, qu'est-ce que vous êtes ? Où sont donc vos syndicats ? Alors que nous avons ici plus

de 800 délégués de base, délégués directs des syndicats, vous avez réuni en une dizaine de camarades les mandats que vous avez été chercher dans les syndicats. Vous vous êtes bien gardés d'amener ici les délégués des syndicats dont vous avez les mandats, car à la fin du Congrès, il ne vous en resterait plus entre les mains. (*Applaudissements.*)

### **Un bilan positif énorme**

Camarades, le principal secteur de la minorité était le réseau Etat, imprenable d'après eux. Au Congrès du Mans, les chefs minoritaires et Rambaud étaient battus par le vote régulier du Congrès. Ils ont manœuvré. Nous avions avec nous la majorité des ouvriers, des cheminots; ils avaient avec eux la majorité des syndicats, la multitude de petits syndicats. A ce congrès-ci, camarades, nous avons, nous, la majorité des cheminots et la majorité des syndicats. (*Applaudissements.*)

Vous ne voyez donc pas que c'est là un bilan positif énorme en faveur de notre travail, car le fait que des syndicats viennent avec nous, que le groupe minoritaire se décompose de lui-même, que les éléments sains se trient d'avec la moisissure, c'est la voie ouverte vers le front unique, vers notre contact avec les masses, vers l'organisation de la bataille, vers le développement de la C.G.T.U. dans les masses et aussi dans son organisation. Cela prouve que notre C.G.T.U. démarre, et par notre discussion sur toutes les questions, sur le rapport d'activité, sur l'unité, sur les questions d'organisation, sur les tâches, camarades, vous poussez à la roue, et la C.G.T.U. grandira et accomplira sa mission, avec le concours de la classe ouvrière, avec le concours de notre Internationale Syndicale Rouge. Elle accomplira sa mission et elle donnera à ce prolétariat russe qui célèbre son quatorzième anniversaire de la Révolution d'Octobre l'appui dont il a besoin, l'appui qu'il réclame, l'appui que les masses ouvrières du monde entier, à l'appel de l'Internationale Syndicale Rouge, lui apporteront sans compter. (*Applaudissements.*)

*(Les délégués debout chantent l'Internationale.)*

# La réponse de Monmousseau aux interventions sur le rapport d'activité

---

MONMOUSSEAU. (*Applaudissements. Bruits.*) — Camarades... (*Tumulte. Insultes de la minorité.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades de la majorité confédérale, il se peut qu'au cours de l'intervention de Monmousseau, d'autres insultes cyniques soient adressées à notre camarade. Nous vous demandons de ne pas y répondre. C'est tout. (*Bruit.*)

MONMOUSSEAU. — Camarades, je vous demanderai, tout d'abord, un peu d'attention, en raison de la fatigue de ma gorge. Je ne demanderai pas, naturellement, cela aux minoritaires, mais je vous invite comme l'a dit Nilès, à ne pas réagir, même s'il leur prend l'intention de provoquer.

Après deux jours de discussion sur le rapport d'activité, nous sommes arrivés à la conclusion de ces débats. Je dois souligner que les minoritaires qui sont dans ce congrès à peu près une vingtaine, alors que nous sommes presque 900 délégués ont pris la parole quatre heures. Je le souligne pour détruire à l'avance la démagogie qui ne manquera pas de se faire jour dans la presse sur notre sectarisme.

Je voudrais m'adresser tout de suite à Fournol, quel que soit l'accent qu'il a mis dans son intervention à cette tribune. Voilà quelques heures, notre camarade Fournol a dit : « Vous avez voulu me séparer de la minorité, je n'ai pas marché. »

Tu as dit, Fournol : « Les majoritaires ont divisé la C.G.T.U., et il nous a fallu, nous, les minoritaires, nous rassembler contre la majorité. »

On ne doit pas faire de sentiment devant ce Congrès. Qui a divisé la C.G.T.U. ? Est-ce la majorité ? Est-ce la minorité ? Qui est-ce qui resserre le prolétariat autour de la C.G.T.U. ? Est-ce la minorité qui a déjà un pied en dehors de la C.G.T.U. et qui s'apprête à partir des deux pieds à la C.G.T. ? (*Vifs applaudissements.*)

## Les divergences

Dans mon rapport, j'ai dit que nous avons, au début de nos discussions avec les chefs minoritaires, des divergences théoriques. J'ai essayé, selon le mandat qui m'en avait été donné, de fixer sur trois points ces divergences, au moment de notre V<sup>e</sup> Congrès : premièrement : la guerre; deuxièmement : la crise; troisièmement : la lutte des ouvriers.



Sur ces trois points, qu'a dit le chef minoritaire Chambelland ? Il s'est bien gardé de répondre.

Que pensez-vous d'une telle attitude, camarades délégués qui, pour la première fois, êtes venus dans un tel Congrès, camarades délégués de base, ratifiés par les entreprises, qui avez si souvent entendu parler des luttes de tendance de notre C.G.T.U., qui avez cru parfois qu'il pouvait s'agir entre les minoritaires et nous de querelles de personnalités ? Que pensez-vous de telles manifestations, de tels dirigeants de tendances qui n'osent pas venir à ce Congrès dire ce que contient le rapport d'activité, sur les trois points principaux des divergences : la guerre, la crise et la lutte ; qui n'osent dire : Oui, vous avez eu raison, et nous avons eu tort ! *(Rires.)*

Chambelland a voulu passer l'éponge sur les 40 ans de paix sociale. On ne passe pas l'éponge si facilement que cela, chez nous ! *(Rires. Applaudissements.)*

La classe ouvrière ne passera pas l'éponge, ce qui est écrit ne s'efface pas de l'histoire de notre mouvement et de votre minorité...

BOVILLE. — C'est notre avis ! *(Rires.)*

MONMOUSSEAU. — Oui ? Nous aussi. Nous sommes au moins d'accord sur un point. *(Rires.)*

J'ai dit, ensuite, que, partant de divergences théoriques, les dirigeants minoritaires en étaient passés, au cours de ces deux dernières années, à une opposition systématique contre le travail de la C.G.T.U.

## Un pied dans la C.G.T.U. et l'autre dans la C.G.T.

J'ai cité des faits ; dans ce Congrès, on en a cité d'autres. Je ne veux pas faire l'addition de tous les militants qui sont passés ici et qui ont établi le bilan du travail minoritaire, du travail de démolition pratique, accompli par eux au cours de ces deux ans.

Les chefs minoritaires sont tous passés à cette tribune, mais pas un n'a osé répondre au nom de quel idéal, au nom de quel principe, ils ont saboté notre travail, notre programme et nos tâches au cours de ces deux années. J'ai dit tout à l'heure que des dirigeants minoritaires en étaient arrivés à un point qu'ils ont, actuellement, un pied dans la C.G.T.U. et l'autre dans la C.G.T. Il y a quelques mois ils disaient : ce sera le dernier Congrès de la C.G.T.U. ; c'est à eux qu'ils pensaient sans doute, et non pas à nous, car ce serait méconnaître l'attachement de la classe ouvrière pour sa C. G. T. U. *(Vifs applaudissements.)*

J'ai parlé avec le camarade Fournol, en particulier, au cours de ce Congrès. Nous avons des divergences avec Fournol. C'est sûr. Nous pouvons en avoir encore, certainement. Mais dans ce Congrès de 900 délégués, croyez-vous qu'il n'y a pas de divergences entre les délégués, sur tous les problèmes si compliqués qui se trouvent posés devant la classe ouvrière ?

Oui, il y a un gros rassemblement de forces autour d'une orientation et d'une tactique révolutionnaires ; il y a possibilité d'élargir encore ce rassemblement, de l'élargir de telle sorte que même ceux, quel que soit leur nombre, qui ne partagent pas les idées de notre majorité, puissent trouver un point commun de contact avec elle ! *(Très bien. Applaudissements.)*

## Les points communs avec les militants qui veulent travailler à la défense des intérêts ouvriers

Oui, on a toujours, dans les Congrès, discuté âprement, avec passion, sur les points de divergence. Cette bataille est nécessaire pour la clarté des esprits, elle est nécessaire pour fixer notre route et préparer notre tâche, nous pouvons avoir des divergences entre militants, même dans les cercles les plus réduits, à chaque fois qu'un nouveau problème se trouve posé devant nous.

Mais, camarade Fournol, malgré nos divergences, est-ce que nous avons des points communs entre nous? Voilà toute la question. Je posais, à notre dernière commission exécutive, cette question, à l'occasion d'une intervention de Chambelland et non pas à lui, car nous avons vécu avec lui deux ans, et que ce soit sur l'orientation, que ce soit sur l'organisation, il a toujours voté des deux mains, contre toutes nos résolutions, sans vouloir les entendre! (*Rires.*) Mais, au travers de lui, nous posions la question à ceux qu'ils ont abusés et qui le suivent: Est-ce que nous pouvons avoir des points communs entre nous et les militants qui sont et veulent rester les militants de la classe ouvrière, qui ne pensent pas comme nous mais veulent travailler avec nous pour la défense des intérêts ouvriers?

Savez-vous ce qu'a répondu Chambelland? Il tourne autour, longtemps, longtemps! (*Rires.*) Puis il a répondu: Il n'y a rien à faire avec une pareille direction, il n'y aura pas de point commun!

Il y a tout de même des points communs dans ce Congrès, avec une « pareille direction », n'est-ce pas, camarades? Ce sont les camarades de la minorité qui ne veulent pas trouver de points communs! (*Vifs applaudissements.*)

C'est d'ailleurs pourquoi ils perdent contact avec les masses. (*Bruit.*)

Les chefs minoritaires veulent quitter la C.G.T.U., nous voudrions qu'ils n'emmenent pas un seul morceau de la classe ouvrière avec eux.

### Comment on a tenté de personnaliser le débat

Je voudrais sur un point tout à fait particulier — et mes camarades du Bureau confédéral m'en excuseront — mettre à vif certaines petites questions que les dirigeants minoritaires n'ont pas osé soulever franchement mais qu'ils ont répandues à profusion parmi les ouvriers.

Camarades, j'ai dit, dans le rapport, hier, que les minoritaires avaient personnalisé les divergences entre les deux centrales syndicales, et je pose la question devant le Congrès: Est-il vrai qu'ils sont arrivés à créer certains troubles dans certaines couches du prolétariat sur le problème de l'unité syndicale, en disant que tant qu'il restera à la tête de l'une et l'autre C.G.T. tel ou tel militant, l'unité n'est pas possible? Est-il vrai qu'ils ont pu répandre une pareille opinion dans certaines couches de la classe ouvrière?

UNE VOIX. — Ce sont des arguments de Dumoulin! (*Approbatious.*)

MONMOUSSEAU. — Camarades, restez calmes. Je veux parler ici, dans cette parenthèse, à titre tout à fait personnel.

Il est possible qu'on ait pu, chez certains ouvriers, se faire l'idée

que des militants de la C.G.T.U. peuvent être un obstacle au rassemblement des masses et à l'unité syndicale.

J'ai abordé la tribune de ce Congrès avec un passé, je puis dire, assez riche d'efforts dans la lutte contre le réformisme, contre l'union sacrée au travers de tous les Congrès confédéraux auxquels j'ai assisté depuis le commencement de la guerre, et aussi de lutte contre l'anarcho-syndicalisme au travers de tous les Congrès de la C.G.T.U. (*Bruit.*)

Mais la lutte contre le réformisme, la lutte contre l'anarcho-syndicalisme, ce sont nos deux armes pour conquérir la classe ouvrière à la lutte révolutionnaire, que pas un militant ne l'oublie jamais !

C'est au travers de cette lutte que nous allons vers la révolution ; mais, camarades, je pose maintenant la question au Congrès : Si vous pensez qu'on peut gagner aux minoritaires quelques milliers d'ouvriers abusés par eux et les amener plus vite vers la majorité confédérale, en réglant certain problème de personnalités, examinez la situation. Ne faites pas de sentiment et agissez. Monmousseau, loin de s'en trouver diminué, sortira grandi d'un pareil Congrès ! (*Vifs applaudissements.*)

## Le front unique de Chambelland

Ceci dit, je veux retenir du discours de Chambelland, un seul point, car ce n'est pas facile d'en retenir beaucoup ! (*Rires.*)

Chambelland a déclaré : Il y a longtemps que nous préconisons le front unique ; que nous vous demandons d'entreprendre des pourparlers avec Maës, Bidegaray, Jouhaux. Aujourd'hui, vous, majoritaires, nous donnez raison.

Or, notre tactique de front unique, qui est la chose principale dans notre travail syndical de tous les jours, a pour but d'arracher à la social-démocratie les masses ouvrières pour arriver à la direction indépendante des luttes contre la bourgeoisie et ses alliés social-démocrates et réformistes. Est-ce cela que nous propose Chambelland ?

Est-ce cela que voudraient Dumoulin et Digat, dis, Chambelland ? Arracher à Jouhaux les masses ouvrières, organiser, diriger les luttes contre la bourgeoisie et malgré Jouhaux ? Si c'est cela, il fallait le dire à la tribune, Chambelland ! Tu aurais vu comment Dumoulin aurait été content, demain, dans votre premier rendez-vous ! (*Rires.*)

Non, votre front unique passe par en haut pour entraîner les masses à la suite des chefs vers la liquidation des grèves ; notre front unique à nous, unitaires, passe par en bas pour pousser les chefs hésitants, pour liquider ceux qui ne veulent pas et réaliser la lutte malgré et contre eux. Notre tactique de front unique passe par en bas pour donner à la classe ouvrière, dans ces Comités de grèves élus par les masses, le moyen de réaliser ses luttes contre la bourgeoisie et ses alliés.

Voilà ce qu'est notre front unique. Rien de commun avec ta tactique, Chambelland ! Si ? Eh bien, maintenant, si tu es d'accord, tu voteras le rapport d'activité ! (*Rires.*)

## Boville n'a pas peur de rentrer dans la C.G.T.

Je voudrais répondre maintenant à un argument de Boville. Boville a dit : Vous avez peur de rentrer dans la C.G.T. pour y faire la révolution. Boville lui, n'a pas peur ! (*Rires et applaudissements.*)

Il a déjà donné un coup de barre à droite, il y a deux ans, et, la

révolution qu'il va faire dans la C.G.T., Le Pen, Lecoin et Monatte, qu'il connaît bien, l'ont faite avant lui ! (*Applaudissements.*)

Quelle révolution a-t-il fait dans son syndicat confédéré, Monatte? Car c'est votre chef aussi, celui-là ?

Non, nous n'avons pas peur de travailler dans les masses confédérées.

Mais croyez-vous que l'on puisse, sans d'autres efforts que la discussion dans les syndicats confédérés, dans la C.G.T., briser l'appareil syndical qui n'est plus maintenant qu'un des services de l'appareil d'Etat capitaliste ? Croyez-vous que si Jouhaux était devenu ministre et qu'il faille le remplacer au Comité économique franco-allemand par une autre personnalité de la C.G.T., cela changerait beaucoup les choses à la Confédération réformiste ? La question passe au-dessus de Jouhaux. La question est la suivante : Qu'est maintenant l'appareil syndical de la C.G.T. ? Peut-on le gagner à la lutte révolutionnaire, comme Chambelland a voulu le faire croire bêtement, au cours de la grève des mineurs et des textiles ? Peut-on le briser par un vote majoritaire dans un Congrès ? La scission de 1921 et l'exclusion récente du syndicat de Besançon sont une réponse claire. Croyez-vous que les alliés de la bourgeoisie se laissent débarquer comme cela par un vote majoritaire ? Nous n'avons pas peur de travailler dans les syndicats réformistes, mais nous combattons l'illusion de la conquête de l'appareil syndical réformiste ou de l'évolution à gauche de la direction confédérale; nous voulons préserver le mouvement ouvrier de la tactique des briseurs de grèves.

Notre unité syndicale consiste à arracher les masses ouvrières organisées et inorganisées, à l'influence et à la pratique réformiste, c'est-à-dire à l'idéologie et à la politique bourgeoises, pour les transporter sur la plate-forme de la lutte de classes.

Vous en discuterez demain et après-demain, largement. Mais déjà, je pense que, dans votre esprit, la ligne est fixée et qu'elle est juste.

## **Il n'y a pas différentes routes à suivre**

Fournol a dit que la minorité était constituée de conceptions divergentes qui ont été obligées de se réunir ! Quel est le point commun entre vos différentes conceptions ? C'est là la question intéressante. Combien va tenir votre bloc, cet alliage de divergences contre la C.G.T.J., son programme et sa tactique ? Voilà le problème.

Fournol a dit : Voyez, dans mon syndicat, le travail qu'on y fait, les résultats qu'on atteint. Eh bien ! félicitons Fournol, sans plus. Mais posons-lui la question : Est-ce en application de la tactique de Boville que tu réussis si bien ? (*Applaudissements.*)

Le point important, c'est que, lorsqu'on veut réaliser un syndicalisme de masse lutte des classes, il n'y a pas 36 routes à suivre : il n'y en a qu'une. Si l'orientation, la tactique de la C.G.T.U. sont justes et que Fournol les a appliquées mieux que beaucoup de camarades, eh bien ! que Fournol continue. Mais, que tu le veuilles ou non, que tu le proclames ou non, ce qui te sépare de tes amis te rapproche de nous.

Les masses viendront vers nous; si Fournol est sain, il viendra avec les masses, à leur tête, ou derrière elles, mais il y viendra. En revanche; si, à la place de Fournol, c'est Boville, Boville rompra avec les masses car elles ne le suivront pas... (*Applaudissements.*)

Fournol pourra nous combattre tant qu'il voudra, nous espérons qu'il viendra avec nous et d'autres avec lui encore. S'il ne vient pas, les masses viendront et ce sont elles qui, surtout, comptent pour nous.

**QUELQUES VOIX.** — Très bien, très bien. (*Applaudissements.*)

**MONMOUSSEAU.** — Parlons maintenant de notre Congrès, de notre discussion. Quel était le sens général de cette discussion au sein de notre Congrès ? Un point a dominé les débats. Dans toutes les interventions de nos camarades responsables à différents degrés et de nos militants de base, il ressort que, partout, dans toutes les manifestations du mouvement ouvrier, ceux-ci se heurtent à la politique et à la tactique des dirigeants réformistes. Premier point.

Hénaff : expérience de la grève du bâtiment; Wantelet : expérience de la grève des mineurs; Richetta : expérience de la grève du textile.

### **Le rôle joué par les chefs réformistes et minoritaires**

Toutes les expériences du mouvement ouvrier, pour peu que les militants sachent observer, démontrent que, là où il y a un chef inféodé à la politique réformiste, à la politique de la C.G.T., nous avons un obstacle à vaincre pour réaliser les tâches du mouvement ouvrier.

Une deuxième question est le rôle des minoritaires. C'est aussi riche d'expériences. Un camarade des usines Renault, monté pour la première fois à la tribune d'un Congrès, a dit : Nous avons réalisé la lutte dans certains ateliers, du jour où nous avons liquidé les dirigeants minoritaires et gagné à nous les ouvriers qu'ils influençaient.

Le camarade Hénaff a fait l'histoire des difficultés rencontrées au cours de la grève du bâtiment parisien, en raison de l'activité des minoritaires. C'est une histoire connue; je ne la développerai pas.

Le camarade du Gaz de Paris a déclaré, à cette tribune, que la lutte des ouvriers du gaz a commencé du jour où les minoritaires ont été liquidés de la direction du syndicat.

Lutgen a rapporté qu'au travers de toutes les luttes des cheminots, il avait trouvé les minoritaires entravant l'application de notre tactique. Ainsi partout où nous trouvons des chefs minoritaires inféodés à la ligne politique de Boville, de Rambaud et de Chambelland, nous avons des difficultés que nous devons vaincre pour réaliser la lutte des ouvriers.

Je ne veux pas m'en prendre ici à Chambelland, à Rambaud en particulier, mais à leur politique. Ce n'est pas par hasard que les militants trouvent contre eux, pour accomplir les tâches de la C.G.T.U. les dirigeants minoritaires, unis avec les dirigeants réformistes. La ligne de divergence politique qui sépare sur tous les points essentiels les minoritaires de la C.G.T.U., les unit à la pratique de la C.G.T.

### **Des questions traitées insuffisamment**

Ceci dit, il faut reconnaître que notre discussion a accusé des faiblesses sérieuses. Elle n'est pas ce que nous aurions désiré qu'elle fût. Nous en sommes, pour notre part, quelque peu responsables. Par exemple, le problème de la main-d'œuvre étrangère si important pour l'organisation des batailles en France. Deux millions d'ouvriers étran-

gers dans notre pays, répandus dans toutes les régions de la France, dans toutes les industries. Les camarades n'ont pas apporté, à mon avis, une attention assez soutenue à cette question, pour examiner les courants de xénophobie traversant les masses ouvrières, pour voir comment on peut briser ces courants, organiser la fraternité et l'action commune de la main-d'œuvre étrangère avec nos camarades français, partout où il y a la lutte à mener contre le patronat. Il faudra corriger cela.

Le problème du chômage n'a pas non plus retenu suffisamment l'attention des militants. Nous avons en France plus d'un million de chômeurs complets, quatre millions de chômeurs partiels. La question qui pour nous est une des plus décisives, avec celle de la main-d'œuvre étrangère, c'est celle de la soudure entre les chômeurs et la masse des ouvriers qui travaillent; c'est le problème de la défense des revendications pour les chômeurs, c'est l'organisation des chômeurs pour les engager dans la bataille contre les pouvoirs publics et contre le patronat, en liaison étroite avec les batailles de masses. Et ces problèmes, si aigus, n'ont pas été suffisamment développés à cette tribune.

Sur la question des méthodes de travail, sur le problème des revendications immédiates, c'est-à-dire la façon d'aborder les masses, notre faiblesse dans l'organisation et la direction des luttes, sur toutes ces questions qui dominent maintenant les préoccupations des ouvriers, nous n'avons pas eu assez de discussions.

Dans le rapport d'activité, nous avons posé ces questions : il faut les approfondir. Par exemple, dans la grève des mineurs, j'ai cité brièvement, dans mon rapport, le succès que nous avons obtenu. Je n'ai pas voulu entrer dans l'analyse des fautes et des faiblesses, mais il eût été nécessaire qu'un ou plusieurs militants autorisés vissent mettre à vif nos faiblesses et nos fautes. Pourquoi ? Pour dire : *Mea culpa, mea culpa* ? Non ! mais pour corriger ces faiblesses, d'abord. Ensuite, pour instruire la masse des délégués et que tous profitent de l'expérience acquise. Pour marcher en avant.

La même observation vaut pour la grève du textile. Certes, il y a des points positifs. Mais combien de faiblesses que nous avons besoin de mettre au clair, parce que demain, dans la masse minière, dans la masse du textile, de nouvelles attaques patronales soulèveront à nouveau des milliers de travailleurs dont nous aurons la charge; que nous devons conduire à la bataille.

### **Avancer en corrigeant nos fautes**

Si nous conduisons les ouvriers à la bataille avec des méthodes qui n'ont pas été corrigées et qui nous fassent retomber dans les mêmes difficultés, au lieu d'avancer, nous reculerons ! Le sens de notre critique, le voilà. Avancer en corrigeant nos fautes ! Pour cela et pour que l'expérience profite, il faut le dire franchement, dans les syndicats, sans crainte. La question de confiance des ouvriers est une question très importante. Et si les militants en qui ils ont confiance ne viennent pas d'eux-mêmes dire : Voilà ce qui n'a pas marché, voilà pourquoi et voilà ce que nous proposons pour que cela marche mieux demain; on perd la confiance des ouvriers. Au contraire, si l'on apporte aux ouvriers, nos méthodes de redressement, un plan de travail conforme, les ouvriers diront : Voilà des militants qui, s'ils ont commis des erreurs, les corrigent avec nous; ils sont prêts, dès lors, à nous mener à la bataille dans de meilleures conditions.

Nos directions syndicales, régionales et fédérales, dans leurs méthodes de travail intérieur, dans leur manière d'impulser le mouvement ont de nombreuses et de graves faiblesses et, là, nous n'avons pas eu assez d'auto-critique. La direction confédérale, elle-même, n'a pas fait, dans ce chapitre, tout ce qu'elle devait faire.

Je conviens parfaitement que mon rapport fut trop bref. Il est clair que la direction confédérale, dans cette période, n'a pas exercé un contrôle suffisant sur toutes les organisations et qu'elle n'a pas conseillé avec assez d'assiduité les organisations aux différents degrés. L'essentiel c'est de voir tout, pour tout corriger et marcher tous ensemble en avant.

Quelle est donc la tâche qui nous incombera, après la discussion et le vote sur le rapport d'activité, après ce Congrès ?

## **Faire descendre le fruit de nos discussions dans les masses**

La tâche qui incombera, c'est d'abord de faire descendre les résolutions de Congrès à la base. C'est de faire descendre le fruit de nos discussions dans les masses; c'est de transmettre à nos syndiqués, aux ouvriers, le fruit de nos travaux, de nos discussions, pour avoir le contrôle des masses et nous appuyer sur elles pour marcher en avant.

C'est, deuxièmement, de réaliser la fraternisation des ouvriers unitaires confédérés, chrétiens, inorganisés dans le front unique.

C'est, troisièmement, la préparation des batailles économiques qui s'annoncent déjà.

C'est aussi, le travail d'unité syndicale, sur lequel vous discuterez amplement, dans les deux jours qui suivront cette séance.

Je ne veux pas faire de développement ici. Nous discuterons sur le programme, sur les tâches d'organisation. Là encore, vous direz ce que vous avez à dire.

Le fait qui doit retenir notre esprit, lorsque nous voterons le rapport d'activité, après cette discussion, c'est que le régime bourgeois est chancelant, sapé dans ses bases, et que la classe ouvrière a un rôle décisif à jouer dans une telle période. Chambelland, dans son intervention, disait : Mais oui, il peut se faire qu'il y ait des conditions objectives pour le développement d'un mouvement révolutionnaire en France. Mais je ne vois pas le facteur subjectif. Le facteur subjectif, ce ne peut pas être le réformisme, ni les dirigeants réformistes; ce ne peut être non plus les dirigeants minoritaires. Le facteur subjectif, c'est notre organisation syndicale unitaire; c'est notre force de combat, notre méthode d'aborder les masses, notre capacité à les entraîner; c'est le développement de notre effort révolutionnaire. La lutte révolutionnaire est conditionnée au développement de nos organisations de classes, à notre travail dans les masses et à notre croyance dans l'ébranlement de la classe ouvrière, vers la lutte contre la bourgeoisie, à notre croyance dans la marche de la classe ouvrière vers ses destinées.

Chambelland a dit : La bourgeoisie est forte, car elle est féroce ! Et il en est qui disent que Chambelland est intelligent... Pas tant que vous croyez...

## Preuves d'affaiblissement

La minorité — pas toute la minorité — mais Boville par exemple, a fait à cette tribune des grandes démonstrations qui frisaient parfois la provocation à l'égard du Congrès. D'où vient cette nervosité ? Est-ce que cela prouve sa force ? Lorsque la minorité, qui est un peu méchante, comme nous l'avons vu au Congrès de Bourges, crie beaucoup, est-ce que cela prouve sa force ? Au Congrès de Lille, lorsque Dumoulin armait ses nerfs de matraques pour secouer cette minorité révolutionnaire qui, déjà, pouvait prendre en main la direction de la C.G.T., est-ce que cela prouvait la force des réformistes ? Non ! Exactement le contraire.

Plus la classe bourgeoise est en proie à ses difficultés intérieures, plus elle sent monter contre elle les forces de la classe ouvrière ; plus son régime est chancelant, plus elle transforme sa démocratie en méthodes dictatoriales et violentes, plus elle devient féroce. Mais ce n'est pas une preuve de force. C'est une preuve d'affaiblissement. Le reste dépend de la classe ouvrière et de nous-mêmes.

QUELQUES VOIX. — Très bien, très bien.

MONMOUSSEAU. — Voilà pourquoi Chambelland avait tort de vouloir faire illusion dans ce Congrès avec son discours sur la force de la bourgeoisie.

Maintenant, quelle politique faisons-nous ? Boville a posé la question et j'y veux répondre.

## Misérable argument

Boville a dit : Vous, la majorité confédérale, vous faites la politique de l'Etat soviétique.

Quel misérable argument dans la bouche de Boville !

VASSART. — Merrheim !

MONMOUSSEAU. — Vous dites Merrheim ? Il y a pire. Rappelez-vous Jousselin venant fouiller nos locaux, nos journaux, perquisitionnant à la *Vie Ouvrière*, à l'époque de Monatte pour rechercher les documents et l'or qui venaient de Moscou. Rappelez-vous, en 1929, la bourgeoisie mettant tout à sac pour chercher les éléments d'un troisième complot, dans notre liaison avec le gouvernement des Soviets... Et c'est Boville qui rapporte cela maintenant, à cette tribune... (*Applaudissements.*)

C'est l'argument de Dumoulin qui n'a pas pu venir ici et qui envoie son commissionnaire. (*Très bien. Très bien. Applaudissements.*)

## Avec le prolétariat qui nous a devancé sur le chemin de la Révolution

Soyons clairs sur la question. Que représente l'Etat soviétique pour la classe ouvrière ? L'U.R.S.S. représente l'étape supérieure de l'émancipation des travailleurs après la Révolution d'Octobre (*applaudissements*), après le renversement de la bourgeoisie. C'est ainsi que se pose pour nous la défense de l'U.R.S.S.

Lorsque nous voulons la défendre, nous voulons aller au secours du bastion de la Révolution, au secours du prolétariat qui nous a devancé dans le chemin de la révolution mondiale et qui attend le développement de la révolution mondiale pour s'accroître encore. Mais, d'autre



part, la chaîne qui relie le prolétariat russe, qui construit le socialisme, qui, à son quatorzième anniversaire, vient de baisser les denrées de 30 % d'un coup dans toute la Russie, alors que continue l'augmentation progressive des salaires, la chaîne, dis-je, qui est établie entre l'U.R.S.S. et nous, c'est une chaîne d'intérêt de classe, que rien ne peut briser parce qu'elle relie entre elles les étapes parcourues par le prolétariat russe, étapes que nous devons parcourir pour arriver à la Révolution !

Voilà comment, camarades, nous pouvons parler franchement des conditions dans lesquelles nous sommes les agents de l'Etat soviétique, comment, par intérêt de classe et par les conditions du développement historique de la lutte révolutionnaire dans tous les pays, nous travaillons pour nous en combattant pour l'U.R.S.S.

Oui, la route tracée par le prolétariat russe, c'est la route historique que suit déjà le prolétariat mondial sous les drapeaux de notre Internationale Syndicale Rouge. Cette route, nous devons la tracer au cours de notre VI<sup>e</sup> Congrès et mobiliser les masses pour former nos bataillons ouvriers et marcher de l'avant.

Camarades, votre vote sur le rapport d'activité pourra s'exprimer par ce mot d'ordre : En avant ! Et n'oubliez pas que les souvenirs de trois révolutions rougissent le sang qui coule dans les veines du prolétariat que nous avons à conduire à la bataille révolutionnaire. (*Longs applaudissements.*)

(*Le Congrès chante, debout. l'Internationale.*)



# Camarade,

**exige de ton syndicat...**

qu'il soit abonné à la revue bimensuelle illustrée

## **"L'Internationale Syndicale Rouge"**

organe central du Bureau exécutif de l'I.S.R.,  
unique revue illustrée du mouvement syndical  
révolutionnaire mondial.

Chaque syndiqué a le droit de consulter la  
Revue et sa collection au siège de son syndicat.

**Organisez partout la vente au N° à 2 francs.**  
Nous accordons 20 % de remise aux vendeurs.

**Abonnez-vous aujourd'hui même.** Le premier  
numéro de l'année 1932 contient les débats du  
Conseil Central de l'I. S. R.

---

France, Belgique, Colonies : Six mois, 22 fr. ;  
un an, 40 francs ; le numéro, 2 francs.

Pour les abonnés à la *Vie Ouvrière*, l'abon-  
nement à la Revue ne coûte que : six mois,  
17 francs ; un an, 34 francs.

Envoyez Commandes et Abonnements à la rédac-  
tion de la revue "L'Internationale Syndicale  
Rouge". 33, rue Grange-aux-Belles, Paris-X<sup>e</sup>.

Chèque postal : Cattaneo Jean C. 1270-69.

# BROCHURES INDISPENSABLES AUX MILITANTS

Il faut lire et diffuser :

**La vie et la lutte des ouvriers  
nègres**, par Padmore . . . . . **3 frs**

**Les ouvriers nègres et l'inter-  
vention armée antisovié-  
tique**, par Padmore . . . . . **1 fr.**

**Les leaders minoritaires sur la  
sellette**, discours de Losovsky. . . . . **0 50**

**Prolétaire, sois vigilant ! Ren-  
force le front unique !** par  
Moritz Schmidt . . . . . **1 fr.**

**Le plan quinquennal en action  
et le danger d'une interven-  
tion militaire**, par Djaparidzé. **1 fr.**

Adresser les Commandes à la

**RÉDACTION DE LA REVUE « L' I. S. R. »**  
33, Rue de la Grange-aux-Belles, PARIS-X<sup>e</sup>

Envoyer les sommes au Compte Chèque Postal : Cattanéo-Paris C. 1270-69